

JEAN-GILLES BERTHOMMIER

# LE RÉSEAU « *MAURICE* »

---

**Étude d'un réseau de résistance militaire**

**1943 à 1945**



Jean-Gilles BERTHOMMIER

---

LE RESEAU " MAURICE "

---

---

Etude d'un réseau de Résistance Militaire

de 1943 à 1945

-----



à Monsieur J.L. VIGIER  
Sénateur de Paris et ancien  
Président du Conseil Municipal,

à Monsieur le Colonel CAVARROT  
Chef du réseau "Maurice ",

à Monsieur VALLS de GOMIS  
Chef des Volontaires Catalans,

dont la grande bienveillance m'a permis de recueillir les éléments  
de cet ouvrage que je me permets de leur dédier en témoignage de  
ma profonde et respectueuse reconnaissance.



## INTRODUCTION

Pendant cinq années, notre pays a connu et souffert l'occupation étrangère. Pendant cinq ans, des hommes ont espéré et désespéré. Toute vie normale, à l'échelon des individus comme des institutions nationales, a été bouleversée. Tout est devenu immense, la grandeur comme la médiocrité.

La " Chose Publique " fut abandonnée à des hommes qui ne devaient leurs actes qu'à la volonté du vainqueur. Certains d'entre eux, parfois, ont tenté de préserver une part de l'âme de la France, d'autres, au contraire, l'ont vendue au nazisme afin de rester ou d'accéder au pouvoir et de défendre, de façon peut-être sincère, une idéologie dévoyée.

Il y eut aussi des hommes, rares, au début, qui n'acceptèrent pas la défaite et moins encore de vivre sous la botte allemande sur le sol de leurs ancêtres. Une poignée au début, les résistants forcèrent peu à peu l'estime par leur courage et leur dévouement à la patrie, à la Nation ou, simplement, à la Liberté.

A propos de la Résistance, beaucoup de choses ont été dites ou écrites. Parfois, des erreurs, volontaires ou involontaires, se sont glissées dans les esprits de ceux qui ont vécu cette période, comme de ceux qui, par leur âge, n'ont pu connaître ces temps de honte et de gloire.

De grands résistants ont rassemblé pour nous leurs souvenirs et les ont couchés sur le papier. D'autres, non moins grands par leur courage, ou par les services qu'ils ont rendus dans la lutte contre l'Hitlérisme, ont, par modestie, ou par conscience de la " fragilité de l'héroïsme, préféré taire des actions que l'Historien ne doit pas, lui, laisser cachées sous peine d'empêcher les générations à venir d'avoir une juste idée d'une période exceptionnelle où les sentiments ne pouvaient être qu'exacerbés.

La Résistance française, sous quelque forme qu'elle ait pu s'exprimer, doit énormément au Général de Gaulle qui, le premier, tenta de faire comprendre à la masse des Français qu'ils "avaient perdu une bataille, mais pas la guerre".

Le 22 juin 1940, il prononça à Daventry une allocution qui complétait et précisait celle du 18 juin. Cet appel à la Résistance fut entendu par très peu de Français et, parmi eux, par des militaires qui, suivant les directives de cette allocution, tentèrent bien souvent avec succès de camoufler du matériel dans le but d'une prochaine revanche des armes françaises. D'autre part, le Général de Gaulle invitait les " Officiers, Sous-Officiers et techniciens de toutes branches ... à se joindre à lui " pour encadrer et renforcer l'embryon d'armée qu'il voulait composer.

Ceux qui répondirent aussitôt à cet appel eurent d'autant plus de mérite qu'au moment de leur choix ils n'étaient pas encore confortés par l'appui militaire et moral de l'URSS qui n'entra dans le conflit aux côtés des alliés qu'en juin 41, ni davantage des USA qui n'apportèrent leur soutien ( effectif ) qu'après Pearl Harbor en décembre 41.

Même et surtout après le débarquement allié en Afrique du Nord, les besoins de l'armée française furent immenses pour tout ce qui était encadrement et techniciens. Aussi fallait-il recruter en France métropolitaine le personnel qui faisait défaut en Algérie.

De nombreuses et excellentes monographies, quelques synthèses de grande valeur ont tenté de nous faire appréhender les activités, le rôle et le but de mouvements ou de réseaux de résistance qui se livrèrent au sabotage, au renseignement, ou qui combattirent dans le maquis ou bien encore qui organisèrent des activités de passage. Tout cela permet d'avoir une vue assez synthétique de cette période troublée.



Toutefois, pour embrasser d'un seul regard la diversité des aspects de la Résistance, il ne faut négliger non plus le rôle d'une partie de l'armée qui, dès 1940, refusa de se reconnaître vaincue et se prépara à des combats nouveaux. Une partie de cette armée organisa, quand la possibilité s'en fit sentir, des filières de passage pour quitter le sol national. La particularité de ces filières réside dans le fait qu'elles étaient tout particulièrement destinées à des militaires, pour des fins militaires et que l'organisation, au moins, au sommet, était militaire.

L'étude à laquelle nous nous livrerons ici portera sur un réseau de ce genre nommé "Maurice" dont l'activité en tant que filière d'évasion a duré de début 1943 jusqu'au débarquement en Normandie. Le réseau " Maurice " était chargé du recrutement, de l'acheminement des personnes - et tout particulièrement des militaires français ou alliés - qui devaient quitter le sol français pour l'Afrique du Nord ou la Grande Bretagne via l'Espagne, c'est-à-dire en franchissant les Pyrénées. En outre, il est patent qu'un réseau dont les antennes couvraient tout le territoire national et qui, de plus, avait des liaisons avec les pays limitrophes, se livrait également à des activités de renseignement.

A partir de sa création en février 1943, l'histoire de ce réseau a été marquée, d'abord au niveau de la direction, par l'arrestation de son fondateur, le Général Mollard, puis ensuite par celle de " Jean Louis ", bras droit du chef de réseau, à la veille du débarquement en Normandie. Au niveau des agents, la coupure dans l'action menée par " Maurice " se situe seulement au moment de la capture de " Jean-Louis". Celui-ci jouait un rôle de centralisateur des différents organes du réseau, car il était seul à en connaître toutes les liaisons.

Nous tenterons de mener aussi objectivement que possible l'étude de ce réseau sans y mêler la passion qui naît au détour de chacune des rencontres qu'il nous a été donné de faire pour recueillir tous ces témoignages.

L'étude de ce réseau permettra de nuancer l'opinion simpliste selon laquelle la " Droite ", dans son ensemble, s'identifie avec le gouvernement de Vichy.

D'ailleurs, la thèse de Michèle Cotta a clairement montré que la collaboration n'était pas l'apanage unique de la " Droite ". Vichy compta dans les rangs de ses partisans " autant d'hommes venus de la Gauche, du Néosocialisme, du pacifisme et du syndicalisme que de la " Droite ". (René Rémond - " La Droite en France ").

Si la " Droite " ne représente pas tout Vichy, inversement, Vichy ne représente pas toute la " Droite ". Ainsi, Paul Reynaud et Louis Marin, par exemple, n'ont jamais voulu reconnaître le régime de Vichy et la Résistance a recruté nombre de ses membres dans les rangs de la " Droite " la plus traditionnelle, y compris jusque dans l'armée. L'étude du réseau " Maurice " est un exemple supplémentaire prouvant " l'inexactitude et l'injustice de cette assimilation courante de Vichy avec la " Droite ".

## I - Antécédents et genèse du réseau jusqu'en février 1943

### A/ L'Armée d'Armistice passe de la Résistance légale à la dissidence.

- 1° invasion de la zone sud : Pétain ne représente plus rien
- 2° le problème de la fidélité dans l'armée : début de l'opposition Giraud - de Gaulle.
- 3° unanimité contre la collaboration.
- 4° la circulaire Laval encourageant la délation entre Français: premiers graves problèmes pour le service chargé du "Camouflage du Matériel".
- 5° une solution : le réseau "CDM" du Général Mollard crée, avec le Colonel Cavarrot, le réseau.

### B/ La création du réseau

- 1° création du réseau " en accord avec la Résistance de l'armée et l'armée d'Afrique, pour renseignements et évacion."
- 2° "Maurice" est un réseau militaire, chargé de faire passer en Afrique du Nord les hommes qui ne peuvent plus demeurer en France et les techniciens et cadres nécessaires à l'Armée d'Afrique.

I - Antécédents et genèse du réseau : jusqu'en février 1943  
de la Résistance légale, à la dissidence.

Le débarquement allié en Afrique du Nord amena immédiatement une violente réaction du Commandement allemand qui, en signe de représailles, envahit la Zone Sud de la France, jusqu'alors dite zone libre.

Cette date du 8 novembre 1942 marque un tournant dans l'opinion française vis-à-vis du gouvernement et amènera l'armée d'armistice, pour une part importante de ses membres, à rejoindre la dissidence.

Jusqu'à cette date, en effet, le Maréchal Pétain, à la tête de la France représentait un potentiel de puissance. Grâce à l'armée d'armistice, à la flotte et à l'empire, il pouvait encore tenter d'infléchir la politique de Hitler en menaçant de reprendre le combat ou en livrant éventuellement ses forces aux alliés. Bien sûr, cela eut été un viol de l'armistice, mais cela eut relevé la dignité de la France qui, officiellement, aurait pu reprendre le combat. D'ailleurs, l'armée d'armistice s'y était préparée depuis deux ans et avait espéré que le Maréchal reprendrait la tête d'un vaste mouvement de révolte nationale contre l'occupant.

Pendant toute une année, l'armée d'armistice put compter sur l'appui officiel du ministère de la guerre de Vichy qui, par le Général Colson, avait envoyé des lettres manuscrites aux huit généraux commandant les régions militaires de la zone sud pour leur prescrire de camoufler du matériel. Puis, à partir de 1941, l'Armée d'Armistice ne put plus compter sur l'appui officiel du Gouvernement de Vichy qui continua à fermer les yeux sur les activités clandestines de ses militaires qui camouflaient du matériel, mais ne put plus ou ne voulut plus les soutenir dans le cas où ils se feraient arrêter. Cette reculade du pouvoir, c'était la politique de "collaboration", à laquelle le retour de Laval, avait redonné un sang nouveau. Ce n'était pourtant là que les prémices du désaveu du Gouvernement vis-à-vis d'une armée patriote avant tout.

Mais une fois la Zone Sud envahie, que représentait Pétain ? Il n'avait plus de flotte, plus d'armée, plus d'Empire. Que pouvait-il faire sinon une politique de collaboration pour construire une nouvelle Europe ? ... Il ne défendait plus ni les intérêts de la France, ni même ceux des Français qui, dans leur grande majorité, ne voulaient pas le suivre dans cette politique de soumission à l'ennemi.

Alors, pour l'armée se posa un grave problème, un choix déchirant : rester fidèle au Gouvernement qui la renie et la bafoue, ou bien se rebeller et passer à la "dissidence" ce qui signifiait condamner ouvertement les actes du pouvoir politique.

A ce moment, survint un homme sur la scène politique qui permit aux militaires de se regrouper dans une attitude de Résistance au Gouvernement de Vichy, tout en restant fidèles au serment d'allégeance fait au Maréchal Pétain. Cet homme, ce fut le Général Giraud.

De nombreux militaires, qui, par fidélité à leur conception de l'honneur, ou par crainte de passer à la "dissidence" gaulliste" jugée par eux comme une force rebelle, n'osaient se prononcer ouvertement contre le Régime, et optèrent pour cette solution intermédiaire".

Le Giraudisme permettait à ceux qui étaient hostiles aux mesures gouvernementales de collaboration de passer à la Résistance sans avoir à condamner le vieux Maréchal égaré par " ses glorieuses absences " pendant lesquelles son entourage le poussait et l'entraînait à prendre, malgré lui, des décisions funestes pour la France.

Une partie importante de l'Armée d'Armistice se tourna, dès lors, vers le Général Giraud. Toutefois, il existait déjà, auparavant, de nombreux " Gaullistes " parmi les militaires. La dualité des chefs à suivre fut à l'origine de quelques tensions au sein de l'armée, mais celles-ci furent moins graves qu'au sein de la population civile, car l'armée n'avait qu'un but : libérer le sol national, et ne cherchait en aucune manière à instaurer un régime politique qu

quelconque pour l'après-guerre. Dans la Résistance civile, au contraire à partir surtout de 1942, se firent jour divers courants de pensée qui avaient pour but de poser les bases de la nouvelle société française pour les lendemains de la libération.

Ces courants de pensée étaient l'expression de l'opinion des différents Mouvements qui, tous, bien qu'unis dans un même combat, tentaient de faire admettre leur ligne politique directrice pour le rétablissement ou, plus souvent, pour la création sur des bases nouvelles, des Institutions françaises. Cela créa parfois des dissensions fâcheuses qui eurent lieu, sans doute, bien que fort rarement dans l'armée, mais toujours avec des effets atténués.

Quoi qu'il en soit, ces mouvements de résistants se prononcèrent tous contre la collaboration proposée par le Gouvernement allemand, qui n'était, en fait, qu'une dictature à peine déguisée pour asservir et exploiter la France au maximum.

Les militaires qui avaient camouflé des armes en Zone Sud depuis la signature de l'Armistice, agissant dans le cadre d'un vaste mouvement connu sous le sigle CDM ( Camouflage du matériel ) s'en aperçurent rapidement dès l'invasion de la Zone Sud.

Hitler était parfaitement au courant des activités d'une partie de l'Armée d'Armistice et avait, dès juin 1940, l'intention déterminée d'envahir un jour la Zone Sud de la France. Il est certain, comme le note le Capitaine Cluseau dans son article sur l'arrestation du 2ème Bureau Français que " l'armée française d'armistice souhaitait d'autres luttes pour lesquelles elle s'était préparée. Le Führer ne l'ignorait pas ; mais, dans la conjoncture, il préférait réaliser une occupation pacifique plutôt que de réaliser le plan Attila prévu depuis 1940". Le débarquement en Afrique du Nord n'aurait donc été qu'un prétexte pour Hitler ; il n'a fait que servir ses projets.

D'ailleurs, la lettre que Hitler adressa au Maréchal Pétain le 27 Novembre 1942 prouve qu'il était au courant du mouvement

de résistance de l'armée. Dans cette lettre, le Führer demande la "démobilisation de toutes les unités de l'armée française qui, contre l'ordre des propres autorités françaises, sont excitées par des officiers à une résistance active contre l'Allemagne".

Un mois plus tard, le 27 décembre 1942, le Général Von Neubronn écrit à l'Amiral Platon : "l'armée allemande prendra en charge, pour autant qu'il en soit besoin, l'ensemble des armes et engins de guerre, la totalité de l'ancien équipement, ainsi que les installations immobilières des forces armées françaises. Le Gouvernement français a le devoir de donner son appui par tous moyens aux ordonnances prises à cet effet, par le Commandant en Chef Ouest".

Ce "devoir", ainsi suggéré au Gouvernement, n'était que cette politique de collaboration dans l'"honneur et la dignité" que proposait l'Allemagne.

Une circulaire de Pierre Laval datée du 29 mars 1943, mais qui, en fait, reprend les lois des mois précédents, ordonne aux préfets et aux maires d'appliquer les consignes suggérées par les Allemands à propos du matériel de guerre. En voici la teneur exacte :

Instruction du 29 mars 1943, faite par le Général Delmotte, signée P. Laval.

A MM. les Préfets;

"La loi du 3 décembre 1942 modifiée par les lois du 5 décembre 1942 et du 31 décembre 1942 a fixé les conditions dans lesquelles devaient être effectuées dans les lieux désignés par vos soins, le dépôt des armes à feu, munitions et explosifs détenus par des personnes autres que celles énumérées à l'article 2 de cette loi, et les conditions dans lesquelles éventuellement devait s'effectuer la déclaration de ces matériels.

J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien inviter les maires à faire déposer et éventuellement déclarer dans les mêmes conditions sous peine des sanctions les plus graves pour leurs détenteurs (ou par les personnes en ayant connaissance) tous les matériels de guerre des catégories définies par les lois du 15 octobre 1940 portant interdiction de la fabrication et des opérations d'importation, export et transit des matériels de guerre. Il s'agit notamment des gaz de combat, masques de protection, casques, armes blanches, instruments d'optique ou de TSF militaires, véhicules automobiles répondant à certaines caractéristiques, etc ...

Le dépôt du matériel de ces diverses catégories devra être effectué dans un délai d'un mois à dater de la notification de la présente circulaire.

A défaut de dépôt dans ce délai, le public sera averti que les détenteurs seront sévèrement châtiés.

Il sera précisé à cet égard que l'on doit non seulement déposer le matériel dont on est personnellement détenteur, (ou en faire la déclaration, au cas où ce dépôt serait matériellement impossible), mais aussi déclarer dans le même délai le matériel qu'on sait ne pas avoir été déposé par les personnes auxquelles en incombe l'obligation".

signé : P. Laval

Cette ordonnance de Laval va encore plus loin que la proposition du Général Von Neubronn qui, lui, ne fait que son devoir de soldat.

Laval, lui, applique avec un zèle incroyable les consignes qui lui ont été données, mais il fait plus encore, puisque dans ses instructions au Préfets de France, il encourage ouvertement la délation entre Français. Sans doute les autorités allemandes n'en demandaient-elles pas tant.



Les services français de l'armée d'armistice chargés de soustraire le matériel de guerre aux allemands se trouvèrent, dès ce moment, plongés dans des difficultés qui se révélèrent parfois insurmontables. En effet, l'invasion de la Zone Sud permit aux allemands de découvrir de nombreux dépôts de matériel militaire que l'armée d'armistice avait réussi à camoufler. Parti d'initiatives privées et isolées, ce mouvement peu à peu s'était organisé, dès juillet 1940, et un service du C.D.M. avait été créé, qui était chargé de la Conservation mais en réalité du "Camouflage du Matériel". Mieux, ce service dirigé par le Général Mollard avait même réussi, sous couvert d'entreprises privées, à fabriquer des armes et des automitrailleuses, et, au moment de l'invasion de la Zone Sud, il était en mesure d'équiper le triple des divisions légalement prévues dans les clauses de l'armistice.

Le Général Mollard était un homme de la "Droite Traditionnelle", fidèle à la notion de l'Armée "grande muette". Il avait fait sienne la devise de Cicéron : "cedant arma togae" ; mais la réalité du pouvoir politique ayant disparu, il fallait la restaurer en chassant l'ennemi de France, puis, à nouveau, l'Armée s'y subordonnerait. Le Général Mollard ne put jamais se résoudre ou mieux, se résigner à suivre la voie que prit le "gouvernement fantoche" de Vichy, au fur et à mesure que les mois s'écoulaient.

Quand, en avril 1941, il avait appris par le Général Colson qu'il ne pourrait plus compter sur la protection de Vichy dans le cadre des activités de Camouflage du Matériel qu'il avait entreprises, sa décision fut prompte et péremptoire : il continuerait la lutte quoi qu'il puisse en coûter. Il suivit le chemin que traçait le Général Giraud depuis son évasion et lui resta fidèle même après qu'il fut, à son tour, arrêté.

Le Général Mollard continua à avoir des contacts nombreux et réguliers avec les autres chefs de l'Armée d'Armistice, même lorsque celle-ci fut dissoute au moment de l'invasion allemande

de la Zone Sud. De nombreux officiers continueraient à croire que l'ancienne Armée d'Armistice constituait un des meilleurs terrains de la Résistance. Déjà, en 1941, un "véritable Comité Directeur de la Résistance dans l'Armée" avait fait en sorte de coordonner cette cristallisation de la Résistance. A peu près mensuellement il réunissait le Colonel Rivet (2ème Bureau), le Colonel Baril, le Colonel du Vigier (Chef du 3ème Bureau de l'Etat Major de l'Armée), le Colonel Mollard (chef du C.D.M.), le Commandant d'Alès et le Capitaine Paillole. Ainsi prirent naissance, au sein du Contre Espionnage, les premiers groupes de Résistance Militaire, précurseurs de l'O.R.A.

Plus tard, quand fut créé l'"O.R.A.", en 1943, le Général Mollard en fit partie avec son réseau du "C.D.M.", y retrouvant sa ligne de conduite Giraudiste.

La circulaire accentua encore les difficultés auxquelles le C.D.M. eut à faire face lors de l'invasion de la Zone Sud. De ce fait, les membres du C.D.M. étaient recherchés à la fois par la police de Vichy et la Gestapo.

De nombreux du C.D.M. se trouvèrent en difficulté et sur le point d'être arrêtés. Pour permettre à ceux qui étaient inquiétés d'échapper à la police de Vichy ou à la Gestapo, le Général Mollard s'orienta vers l'organisation d'un réseau d'évasion qui permettrait à ceux qui ne pouvaient plus vivre en sécurité en France de passer en Afrique du Nord.

On peut se demander dans quelle mesure il n'y a pas dans toutes ces démarches une influence déterminante de l'action et des discours du Général de Gaulle. Pour le moins peut-on noter une pensée parallèle. En effet, on croirait voir exécuter les directives proposées par le Général de Gaulle dans son discours

de Daventry du 22 juin 1940 :

"tout ce qui peut être réuni en fait d'éléments militaires français, toute la capacité française de production d'armement doit être réorganisé partout où il y en a ... J'invite tous les militaires français, les ingénieurs, les techniciens, les ouvriers français spécialisés dans l'armement ... à se réunir à moi. J'invite les chefs, les soldats, les aviateurs, les marins ... où qu'ils se trouvent, à se mettre en rapport avec moi".

Il est intéressant de noter que la première partie des vœux exprimés dans ce discours, c'est-à-dire la réorganisation de la capacité française d'armement a été le but que s'était fixé le C.D.M. et que la seconde partie, c'est-à-dire le recrutement de cadres de l'armée et de techniciens désireux de poursuivre le combat a été réalisée à partir du service du C.D.M. d'où est issu un réseau dont nous allons, à présent, étudier l'histoire.

Peut-être est-ce en ce sens que l'on pourra parler d'un réseau de tendance Gaulliste, mais cela est le fruit de toute une évolution.

#### La création du réseau

---

Le Colonel Cavarrot déclara à la Commission Nationale d'Homologation des "FFC DEC" au lendemain de la guerre, que le réseau avait été créé "sur ordre du Général Mollard, Chef du Service C.D.M., après accord avec la Résistance de l'armée et l'armée d'Afrique, pour renseignements et évasions en vue d'acheminement en Afrique des cadres nécessaires demandés pour l'encadrement de l'armée française se constituant en Afrique du Nord".

Les conditions de la création de ce réseau sont encore précisées par une déclaration du Général Mollard dans laquelle il nous apprend que, par des liaisons prises avec les Forces Françaises Libres d'Alger, il recevait déjà quelques directives ; entre autres, celle de demeurer en Métropole ; de plus, il lui était possible, par ces mêmes liaisons, de connaître avec précision les besoins de l'armée d'Afrique du Nord en cadres, techniciens d'aviation, de chars, d'autos...

Le Général Mollard demanda alors, en fonction de ces indications, au Colonel Cavarrot, son adjoint au C.D.M. depuis Août 1940, de mettre sur pied un réseau répondant à ces besoins. A cet effet, le Colonel Cavarrot pouvait disposer du personnel du C.D.M. : le Commandant Rison, Chef de la région toulousaine, et le Colonel Noetinger déjà connu à titre de résistant.

Le problème qui se posait alors était de faire franchir la frontière espagnole aux volontaires désireux de gagner l'Afrique du Nord, avec priorité pour les techniciens de l'Armée et de l'armement. Les renseignements qui pouvaient être recueillis devaient être dirigés vers Alger et transmis au BCRA ; néanmoins, la liaison était maintenue entre le C.D.M. et Forces Françaises Libres de Londres.

Pour organiser les passages à travers les Pyrénées, le Colonel Noetinger pensa à son neveu, " Jean-Louis ", agent du C.D.M. de la région de Toulouse et, surtout, catalan d'origine, qui réussit à trouver une aide précieuse dans la résistance catalane, laquelle disposait déjà de filières.

" Jean-Louis " avait de nombreuses relations parmi les catalans et, après une brève entrevue, lorsque le Colonel Cavarrot lui demanda d'être son adjoint, celui-ci accepta. L'organisation, qui n'avait pas encore de nom, pouvait commencer à fonctionner.

Le nouveau réseau créé, ne devait plus avoir de contacts directs avec le C.D.M. dont il était issu ; ils étaient désormais deux organisations distinctes.

Initialement, le Colonel Cavarrot, le Colonel Noetinger et "Jean-Louis" furent secondés par quelques anciens du C.D.M. choisis personnellement par Cavarrot lui-même ; ces " seconds " étaient des militaires comme le Capitaine Plaud, l'Adjudant Carlier, le Maréchal des Logis Rambaud, le Capitaine Guisset de l'Etat-Major du Commandement Militaire de Haute-Garonne, ou bien des civils, parmi les catalans. La majorité de l'Etat-major et des agents du réseau étaient des militaires et c'est ce qui fait l'intérêt de ce réseau.

Par la suite, les agents du réseau furent choisis dans toutes les catégories socio-professionnelles, mais la direction resta toujours militaire.

Le poste de Commandement du réseau fonctionna à l'Orphelinat Saint-Joseph de Guebwiller replié à Monferan-Savès dans le Gers où la Supérieure, Madame Cécile Van den Driessche, en religion Soeur Paulaine, en assura l'organisation et la permanence. Elle devait, par la suite, devenir un très actif agent de liaison du réseau.

Ainsi, le premier février 1943, les pistes du réseau nées du C.D.M. étaient aptes à répondre aux demandes de passages. Les passagers purent être conduits aux sources des filières.

A ce moment, pourtant, il n'y avait encore que deux groupes de filières, celui de Perpignan, dirigé par le Chef des Catalans, et celui de Tarbes, par le Capitaine Plaud.

.....et chez Henri Hatet, Maire de Monferan - Savès  
 Directeur du préventorium et avec l'aide  
 de Soeur Paulaine.  
 "Ce fut Cavarrot qui contacta Hatet"  
 J.C. Vigier. Note: Olivia Hatet.

II - Le réseau jusqu'en septembre 1943 : premières réussites.  
premières épreuves.

A/ Le rôle de la Catalogne dans l'histoire du réseau

- 1° Les filières de passage
- 2° La Catalogne aux côtés de la France
- 3° Les passeurs Catalans
- 4° Les maquis Catalans
- 5° Les idées politiques des Catalans : anarchie et Gaullisme.

B/ La mission Noetinger en Espagne

- 1° But de la mission : faciliter les passages vers l'Afrique du Nord en évitant les prisons espagnoles, Contacts avec les services français résistants de Madrid et de Barcelone ainsi qu'avec les consulats anglais et américains.
- 2° Pourquoi avoir choisi le colonel Noetinger ?
  - ses opinions politiques
  - son action depuis 1940 - résistance civile et militaire.

C/ L'activité du réseau jusqu'à l'automne 1943

- 1° problème d'organisation
  - faux papiers
  - recherche des complicités
  - les civils dans le réseau
- 2° extension des activités du réseau : les renseignements s'ajoutent aux activités de passage
  - à qui passer les renseignements : Londres ou Alger
  - divergence de Gaulle - Giraud aplanie par le sens militaire.
  - problèmes pour mener de front renseignement et recrutement.
- 3° le franchissement des pyrenées.
  - les courriers, les évasions : rythmes de passages
  - conditions de passage.

## 4° Amélioration des filières de passages

- mission Fourcade en Espagne
- Nouvelles pistes dans l'Ariège

## 5° L'augmentation du trafic sur les pistes va de pair avec l'augmentation des risques

- quelques arrestations : trahison d'un faux passeur

## 6° Bilan des activités jusqu'en juillet 1943

- le climat " été 43 " : changement dans l'opinion publique
- les militaires et la politique :
  - ° le Giraudisme contre le mythe Pétainiste
  - ° nuances et contradictions du Giraudisme dans le cadre du réseau
- bilan des passages.

## 7° Les rapports franco-catalans ; mission Thoby à Alger

- les propositions politiques des Catalans
- la réponse d'Alger.

## 8° Projet de mission pour un représentant du réseau à Alger : mission Montel

## 9° Capture du Général Mollard, fondateur du réseau

- circonstances
- conséquences.

## II - Histoire du Réseau jusqu'en septembre 1943.

### Rôle de la Catalogne dans l'Histoire du Réseau.

Tout au long de son existence, le réseau que nous appellerons "Maurice" pour plus de facilité, bien qu'il ne porte pas encore ce nom au début de 1943, a dû s'appuyer en grande partie sur la Catalogne. Dans la barrière des Pyrénées, c'est une région essentielle pour les passages.

La Catalogne est une province qui s'étend de chaque côté des Pyrénées et qui est bordée par la Méditerranée. La population aussi bien du côté espagnol que français éprouve un très vif sentiment nationaliste : les catalans français se rendant en Catalogne espagnole ne sont pas considérés comme étrangers et vice versa.

Pour comprendre la résistance du peuple catalan aux côtés de la France, il faut, ne serait-ce que brièvement, en étudier l'âme et l'histoire.

Une rapide étude géographique des grandes lignes du relief permet de mieux appréhender les difficultés qu'ont eues à affronter ceux qui voulaient franchir les Pyrénées.

"Il n'y a plus de Pyrénées" a-t-on dit ; certes, il est dans les Pyrénées orientales un col, le Perthus, dont l'altitude est inférieure à 300 mètres ; mais il est bien évident qu'il était particulièrement gardé, ainsi que tous les cols les plus accessibles qui devenaient, par là même, interdits à ceux qui recherchaient la clandestinité.



Partant de la région de Perpignan en direction du sud, on traverse, tout d'abord, une plaine couverte de vignes, de cultures vivrières et d'arbres fruitiers. A pied, c'est une promenade fort agréable. Puis, soudain, une véritable barrière vous force à lever très haut la tête pour apercevoir le ciel ; ce sont les Pyrénées, couvertes de forêts de hêtres sur les premières pentes et de pins à crochets en altitude. Avançant seul dans la montagne, au milieu de la forêt, il est quasiment impossible de ne pas se perdre. Pour atteindre un point apparemment proche, il faut monter, descendre, remonter, redescendre et cela sans cesse, pour bien souvent se rendre compte que l'on s'est éloigné du sommet à atteindre.

Lorsqu'on sait que les cols sont gardés et que sur les crêtes patrouillent les soldats ennemis, la seule solution raisonnable consiste à faire appel à un passeur, à un catalan, qui connaît sa montagne pour y être né, et peut ainsi échapper à l'ennemi en passant par des chemins de lui seul connus. En cela, une aide précieuse fut apportée à la Résistance Française par la Catalogne.

La Résistance catalane, regroupant les catalans aussi bien d'origine espagnole que française, était dirigée par un certain Manolo passé en France à l'instauration en Espagne du régime Franquiste. Depuis le début des hostilités, les catalans s'étaient mis au service de la France, collaborant avec nos réseaux et agissant toujours en tant que groupes français.

Il faut rappeler que la Catalogne, depuis longtemps, avait lutté aux côtés de la France.

En 1870, déjà, un régiment de Catalans avait combattu dans l'armée française.

De 1914 à 1918, 14.000 Catalans ont trouvé la mort dans les rangs de notre armée et leur drapeau, qui se trouve aux Invalides, est un hommage rendu à leur courage et à leur vaillance.

En 1940, des raisons particulières firent que la Catalogne se trouva encore du même côté que la France. Avant 1936, la Catalogne espagnole était une province ayant son propre Parlement et gérant elle-même ses affaires intérieures, ne dépendant du Gouvernement Central de Madrid que pour l'Armée et les affaires étrangères. L'avènement de Franco obligea une partie des opposants notoires à son régime, en particulier des Catalans et des Basques à se réfugier en France. Les émigrés en France continuèrent à avoir de nombreux contacts avec leurs compatriotes restés au pays, et, ainsi depuis la guerre civile espagnole, des filières de passage étaient déjà créées, qui servirent, en sens inverse, au moment de l'invasion de la France par les troupes allemandes.

En 1940, dès le début des hostilités, le Président du Parlement Catalan prit contact avec le Ministre Français de la Guerre, Daladier, qui lui permit d'entrer en relation avec les éléments du 2ème Bureau Français. Le résultat de cette entrevue fut l'obtention d'un détachement d'officiers auprès des Catalans dans le but de surveiller, en Catalogne, les activités des allemands. La débâcle fut ressentie par les Catalans en deçà et en delà des Pyrénées comme un deuil, car ils voyaient les forces fascistes passer directement à l'action après avoir soutenu et installé en Espagne le Général Franco.

Tout de suite, les passeurs Catalans se mirent au service de la France et ce sont ces mêmes passeurs qui, par leurs renseignements, nous apprendront, si besoin était, qu'en 1940, des unités et des individualités de l'armée française n'acceptèrent pas la défaite ni l'armistice et se rendirent à l'étranger pour continuer le combat.

Ce fut le cas, en particulier, des officiers de la base aérienne de Saint-Laurent de la Salanque qui voulurent continuer la guerre en gagnant l'Angleterre en passant par l'Espagne et Gibraltar.

Un des premiers passeurs catalans, dont nous aurons à reparler pour son courage et sa fin tragique, Carrera, les conduisit jusqu'à Giron. De là, un relais fut pris, pour les conduire jusqu'au Consulat Anglais de Barcelone.

Le cas de ces officiers d'aviation n'est pas un cas isolé. Les services de renseignements de l'armée française, par exemple, ont continué à fonctionner même après la défaite militaire et ont poursuivi leurs envois de renseignements vers la Grande Bretagne en passant par l'Espagne.

Tout comme Carrera, un autre passeur, Fernando, d'origine espagnole, se mit au service des alliés dès le début de la guerre et fit également passer des juifs en Espagne. Capturé par la Gestapo sur dénonciation le 27 mai 1943, alors qu'il descendait d'un train pour prendre charge d'un convoi de passagers, il fut immédiatement conduit au siège de la Gestapo, car il était armé de deux pistolets. Quelques jours plus tard, alors qu'il était incarcéré à la Citadelle de Perpignan, il sauta par dessus les remparts et, après ce bond de 9 mètres se retrouva libre. Le surlendemain, les prisonniers avec qui il avait été incarcéré partaient pour l'Allemagne. Quant à Fernando, il se présenta peu après aux chefs locaux du réseau pour qu'on lui indique, à nouveau, des convois de passagers désirant franchir les Pyrénées.

Avant que le réseau "Maurice" ne fasse appel à eux, les catalans avaient déjà fait passer, par leurs filières un nombre important d'aviateurs alliés, à peu près 300 au dire de leur Chef. Le passage des aviateurs alliés était payé par un service anglais de Barcelone.

De plus, la Catalogne avait ses propres maquis qui étaient chargés, en outre, de diriger vers un passeur les hommes désirant franchir les Pyrénées. En particulier, des liaisons régulières avaient été établies trois fois par semaine entre le maquis du Canigou et un maquis de Haute-Savoie, situé dans la région d'Annemasse.

Ces maquis prirent de l'importance avec l'instauration du S.T.O. Nombreux, en effet, furent les jeunes qui n'osèrent pas gagner l'Afrique du Nord par crainte de représailles sur leur famille, mais ne pouvant plus continuer à mener une vie publique normale sous peine d'être pris par la Gestapo, ils préférèrent gagner les maquis.

Les rapports de ces maquisards catalans avec les autorités Vichysoises représentées sur place par les gendarmes furent peu amicaux au début, puis s'améliorèrent par la suite. Un épisode le montrera qui est assez pittoresque.

Un des messagers, chargé des liaisons régulières entre le maquis du Canigou et celui de Haute-Savoie, fut un jour arrêté par les gendarmes et menacé de prison. L'intervention des maquisards empêcha qu'il fût davantage inquiété. Mieux, un compromis fut passé par la suite avec les gendarmes, qui permit, désormais, aux agents de liaisons de ces maquis, de circuler sans entraves dans cette région. Deux mois plus tard, les onze gendarmes de cette section passèrent au maquis.

Le nombre des maquisards augmentant, il fallut trouver une occupation qui permette à ces hommes de camoufler leur activité réelle. Comme leur lieu de prédilection, pour des raisons aisément compréhensibles, était la forêt, ils poursuivirent leur action sous couvert d'entreprises de fabrication de charbon de bois. Dire que ces entreprises

furent prospères serait exagéré et déformerait la réalité ; néanmoins, il fallait bien, pour conserver une apparence commerciale, que de ces chantiers sorte du charbon de bois. L'argent tiré de la vente procurait des fonds nécessaires pour mener à bien toute action de groupe.

C'est en grande partie sur ces passeurs et sur ces maquisards catalans que s'appuyèrent les hommes du réseau "Maurice" pour le franchissement des Pyrénées Orientales.

On peut se demander pourquoi le réseau "Maurice" a davantage fait appel à la Catalogne qu'au Pays Basque pour les filières de passage en Espagne, alors que l'une et l'autre province, opposantes au régime Franquiste, ont eu à faire traverser les Pyrénées dans le sens Espagne-France à de nombreux ressortissants. En fait, la solution de problème est assez simple ; la côte atlantique étant déclarée "zone interdite" la surveillance allemande y était beaucoup plus intense. La province basque s'est donc trouvée amputée d'une partie de son territoire comprenant évidemment la zone de passage la plus accessible entre l'Espagne et la France.

Que dire de l'opinion politique des Catalans ? Une bonne part d'entre eux était pour le moins de gauche et parfois de tendance anarchiste, poussés à cette extrémité par réaction contre la politique économique et sociale du gouvernement espagnol.

Dans le combat où ils étaient engagés aux côtés de la France, les catalans eurent un choix politique relativement aisé à faire. Ayant combattu le Franquisme et ayant préféré l'exil à ce régime, il était dans la logique des choses qu'ils condamnent le régime de Vichy qui se rapprochait tant du régime à tendance fasciste qu'ils haïssaient. Il se montraient

donc Gaullistes, non pas tant pour les idées du Général de Gaulle que pour l'esprit et la volonté de résistance qu'il incarnait.

Leur genre de lutte contre l'envahisseur était dû avant tout au patriotisme, et le refus de la défaite n'impliquait pas, pour autant, qu'ils fussent Gaullistes, tant s'en faut.

Toutefois, cette option politique s'explique peut-être aussi par le fait que de Gaulle, surtout après le débarquement en Afrique du Nord, se présente comme un homme s'appuyant sur des forces de gauche ou encore par le fait qu'ils voyaient en de Gaulle l'homme le plus apte à comprendre et à satisfaire les revendications qu'ils formulaient pour la nouvelle organisation de leur province dans la perspective de l'après-guerre.

Avant même que de se lancer dans le vif de l'histoire du réseau "Maurice", il fallait rendre d'abord hommage à la Catalogne, ce qui permettait, nous plaçant au coeur des lieux de passage, de mieux comprendre et de mieux peser les difficultés et les aides possibles qu'allaient rencontrer ceux que le combat allait provisoirement appeler sur un autre sol que celui de leur patrie.

#### La mission Noetinger en Espagne

Le Gouvernement d'Alger avait créé des antennes en Espagne, à Madrid et Barcelone, antennes qui étaient principalement chargées de recueillir des renseignements sur la situation en France.

En février 1943, le Général Mollard décida de prendre contact avec les services secrets et résistants français installés à Madrid et à Barcelone, mission qui fut confiée au Colonel Noetinger dans le but d'éviter aux émigrants clandestins un séjour prolongé en territoire espagnol ou de se morfondre dans les camps de prisonniers.

C'est pour plusieurs raisons que le Colonel Noetinger fut choisi pour cette mission de première importance. Le Colonel était un homme "de droite" ; depuis plusieurs années, il était de tendance Action Française. Puis il se sépara des Maurrassiens qui approuvaient la politique de collaboration que menait Vichy dans l'"honneur et la dignité". Par patriotisme ardent, il préféra suivre "l'honneur, le bon sens et l'intérêt supérieur de la patrie", tels que les concevait le Général de Gaulle.

Bien que militaire, il avait lié des contacts nombreux avec la Résistance civile, en particulier avec le mouvement "Libération" dont les armes provenaient des stocks appartenant au C.D.M.

En cas de paralysie de l'armée d'armistice, le Général Mollard, chef du C.D.M., n'avait pas exclu que le matériel en sa possession puisse être utilisé par les mouvements de Résistance civile.

Toutefois, et peut-être à la différence du Colonel Noetinger, le Général Mollard "n'avait pas travaillé dans ce but, non par hostilité de principe à l'égard de la Résistance, mais plutôt par ignorance de ce qu'elle représentait, par scepticisme aussi et surtout par la méconnaissance de ses besoins et de ses possibilités".

Pourtant, même avant l'invasion de la Zone Sud, la Résistance civile a eu la possibilité de puiser dans les réserves d'armes de C.D.M. Plus que beaucoup d'autres, le Colonel Noetinger avait entretenu des rapports étroits avec les civils qui menaient le même combat que lui ; d'ailleurs son bureau et son domicile étaient des points de ralliement pour de nombreux résistants. Commandant le 24ème Régiment d'Artillerie de Toulouse, il transforma rapidement son Etat-Major en un centre de résistance, se chargeant même de l'établissement de faux papiers pour apporter une aide tant morale que matérielle aux familles des résistants.

En outre, depuis la fin de 1940, il recevait de Vichy par l'intermédiaire de son neveu "Jean-Louis", des renseignements sur les travaux de la "Commission d'Armistice" que le Capitaine BRUNET de l'Aéropostale de Toulouse était chargé de transmettre à Londres.

Pour comprendre les raisons de cette mission, il faut rappeler que, tout en restant neutre dans le conflit, le Gouvernement espagnol ne reniait pas ses origines ni ses anciens alliés et affichait, envers les puissances de l'axe, une "neutralité bienveillante", qui dans les actes, se traduisait par l'arrestation des passagers qui, ayant franchi les Pyrénées, étaient désireux de gagner l'Afrique du Nord pour poursuivre le combat aux côtés des Alliés. Franco, bien qu'il ne se soit jamais prononcé de façon officielle en faveur de l'Allemagne, a laissé son beau-frère, Serrano Suner, alors Ministre des Affaires Etrangères, le faire à sa place.



En échange de ces menus services, les Allemands livrèrent aux troupes espagnoles l'ex-Président du Parlement de Catalogne qu'ils avaient fait prisonnier. Le fait qu'il ait été promptement fusillé par le régime franquiste était, dès lors, dans l'ordre normal des choses.

Si des Français tombaient entre les mains de la "Guardia Civil", ils faisaient presque obligatoirement un passage plus ou moins long, soit dans les geoles madrilènes, soit dans les camps de Miranda et Lerida. Il est bien évident que le Consulat Français, représentant légal du Gouvernement de Vichy, n'intervenait en général pas pour faire libérer les rebelles de la dissidence.

C'est donc pour éviter tous ces avatars et faciliter les passages que le Colonel Noetinger se rendit en Espagne. Il franchit les Pyrénées par les filières de la région catalane et put prendre contact avec les envoyés d'Alger à Barcelone et à Madrid, ainsi qu'avec les Ambassades Américaine et Anglaise.

Les services français résistants avaient été abrités pendant de longs mois au Consulat Américain de Barcelone, ne pouvant évidemment pas se réfugier au Consulat Français. Lorsque Noetinger arriva en Espagne, ces services avaient quitté le Consulat U.S. pour aller s'installer rue Montaner, sous camouflage de la Croix-Rouge.

Les services français de Madrid étaient dirigés par Monseigneur Boyer-Mas, Chef de la Croix-Rouge française. Il était secondé par le Colonel Malaise et le Colonel Bessy. Le Chef d'antenne à Barcelone était un certain Auguste Larquier,

connu dans les messages sous le nom de "Auguste". Les représentants français à Madrid et à Barcelone étaient de tendance Giraudiste, ce qui compliqua parfois les relations avec les envoyés du réseau de passage qui, dans leur grande majorité étaient Gaullistes. Ces divergences de vues sur certains points furent supprimées, peu après, par l'élimination du Général Giraud par le Général de Gaulle à la tête du Gouvernement provisoire.

Le résultat de cette mission fut positif car les passages par l'Espagne furent facilités : rares sont les passagers qui, désormais, connaîtront pendant plus d'un mois les geoles espagnoles. Ce délai d'un mois correspondant au temps nécessaire pour remplir les formalités indispensables pour obtenir la libération d'un prisonnier.

Certains passagers pour l'Afrique du Nord considéraient presque comme un repos le séjour dans les prisons espagnoles - dans la mesure, toutefois, où ils avaient la certitude d'en sortir relativement rapidement - étant données les difficultés rencontrées pour franchir les Pyrénées et celles qui les attendaient encore, par la suite, pour gagner l'Angleterre ou l'Afrique du Nord.

Grâce à cette mission, le réseau put accroître le nombre de ses passages et avoir une plus grande activité. Il s'occupa de l'évasion des aviateurs alliés grâce aux contacts pris avec Monsieur Beaumont au Consulat Britannique de Barcelone.

### L'activité du Réseau jusqu'à l'automne 1943

Dès le moment où le réseau eut ses filières de passage, se posèrent de très nombreux problèmes annexes ; celui des faux papiers n'était pas des moindres. Il fallait, en effet, remplir plusieurs conditions pour pouvoir passer en Espagne sans difficultés, du moins sur le plan administratif. Parmi ceux qui désiraient se rendre de l'autre côté des Pyrénées, certains étaient recherchés par la police allemande et devaient changer totalement d'identité ; d'autres, bien que n'étant pas encore recherchés, devaient également se munir de faux papiers, car tous les passagers devaient théoriquement être âgés de moins de 18 ans ou de plus de 40 ans pour n'être pas inquiétés comme réfractaires au S.T.O. dans le cas d'une rencontre avec une patrouille. Or, parmi les passagers qui voulaient gagner l'Afrique du Nord, la plupart avaient précisément entre 18 et 40 ans.

Même au niveau des chefs du réseau, les faux papiers étaient une nécessité de premier ordre, car ils étaient souvent appelés à se déplacer pour effectuer des liaisons ; l'Etat-Major chercha donc à se créer des complicités dans l'administration civile.

Le réseau "Maurice", réseau essentiellement militaire en ce sens que le plus gros de son activité consista à faire passer des militaires en Afrique du Nord, dut faire de plus en plus appel à des agents civils.

En automne 1942, déjà, "Jean-Louis", le second du Colonel Cavarrot, s'était rendu en Catalogne pour y contacter le secrétaire de la mairie de Pia, René Marty, qu'il connaissait personnellement depuis son enfance. Il lui demanda s'il acceptait de tamponner de faux papiers pour les personnes dont se chargeait

le réseau et pour les réfractaires au S.T.O. qui allaient gagner les maquis.

Cette mission de "Jean-Louis" se solda par un succès et ce secrétaire de mairie, chargé de s'occuper des cartes de ravitaillement et d'identité, réussit, grâce aux faux papiers qu'il fournissait, à éviter bien des départs pour l'Allemagne et à sauver bien des vies. Souvent même, il lui arriva de cacher dans sa propre maison des jeunes, traqués pour vouloir prouver que le Service du Travail n'était pas toujours obligatoire. Alors, le chef du réseau en Catalogne, Manolo, venait les chercher, soit pour leur faire gagner l'Afrique du Nord si, par hasard, leur formation répondait aux demandes de personnel dont Alger faisait part, soit pour les diriger avec leurs faux papiers vers un maquis catalan.

Fabriquer de faux papiers peut sembler assez simple ; pourtant en 1942-43, faire ce travail dans une mairie, dont tous les autres membres étaient Pétainistes, comportait bien des dangers. L'acte était d'autant plus méritoire de la part des hommes qui ont accepté de le faire.

Déjà au printemps, le réseau d'évasion commençait à prendre de l'ampleur. Les activités de passage purent se superposer à celles du renseignement.

Puisque les liaisons étaient établies et que les filières de passage étaient au point, rien ne s'opposait, au contraire, à ce que les renseignements recueillis soient transmis en Afrique du Nord.

Au niveau du renseignement, se posa un problème pour les dirigeants du réseau. Ce problème avait sa solution dans le dénouement d'une rivalité politique extérieure au réseau, mais qui, par les divergences d'opinions qu'elle créait au sein même du réseau, entraînait des conséquences pratiques particulières.

Cette rivalité politique était la lutte d'influence entre de Gaulle et Giraud et les conséquences pratiques au niveau du réseau étaient les suivantes : une divergence de vues des chefs sur certains problèmes qui était, en fait, un aspect de la rivalité Londres-Alger. Ainsi, tant que durera la rivalité entre les Généraux de Gaulle et Giraud, le réseau "Maurice" enverra les hommes à Alger et les renseignements à Londres.

Pourtant, au mois de mars 1943, le Général Giraud coupa définitivement les ponts avec Vichy et déclara abolie, en Afrique du Nord, la législation de l'Etat français qui avait été appliquée jusque là.

Toutefois, le réseau étant, avant tout, un réseau d'évasion et de renseignement, il était moins porté vers la politique que les mouvements de résistance civile intérieure.

Les divergences qui peuvent parfois apparaître entre Giraudistes et Gaullistes sont des incidents tout à fait mineurs à l'intérieur du réseau qui avait pour seul objectif, la libération du sol national.

Indépendamment de ces problèmes, les deux groupes de filières déjà existants s'étoffaient : des éléments de moindre importance ou isolés étaient rattachés au commandement du réseau.

Pour les renseignements, des antennes du réseau couvraient presque toutes les régions françaises et même, un peu plus tard, il devait y avoir une antenne à Wiesbaden.

Les renseignements fournis étaient d'ordre militaire concernant, par exemple, les mouvements des troupes allemandes, les points stratégiques de la défense ennemie, les dépôts de munitions ou d'essence. Souvent aussi, ils étudiaient les agissements des mouvements politiques à l'intérieur de la France qui pouvaient intéresser, à divers titres, les alliés et les Forces Françaises Libres.

Les réactions de l'opinion étaient suivies de près, et, la plupart du temps, ces études d'opinion étaient faites par les Renseignements Généraux de Vichy à qui on les dérobaient ensuite. Mieux, plusieurs agents et inspecteurs des Renseignements Généraux étaient membres du réseau, ce qui simplifiait encore la tâche.

A ce printemps 1943, les pistes en direction de l'Espagne bien organisées, recevaient déjà un nombre important de passagers qui devaient connaître les différents mots de passe pour espérer franchir les Pyrénées.

Les mots de reconnaissance étaient DUBOURG (pour le Général Mollard), JACQUES (pour le Colonel Cavarrot), MANOLO, LOUIS BRUN et DEBIT DE TABAC YVES (pour "Jean-Louis" et les pistes).

Les passages d'aviateurs alliés, par les pistes du réseau, se faisaient depuis la mission Noetinger, en liaison avec M. Beaumont, du Consulat Britannique à Barcelone, qui venait chercher ses ressortissants aux environs de Figueras. Ils devaient utiliser le signe de reconnaissance "Louis Brun" pour les pistes des Pyrénées-Orientales ; plus tard, quand sera créée la filière de l'Ariège, ils utiliseront "Grimaud" comme de passe. Dans les courriers, "Maurice" désignait le Général Mollard.

La double activité du réseau "Maurice" était en elle-même paradoxale puisqu'elle joignait au recrutement, qui s'effectuait au grand jour, le renseignement qui, à l'opposé, se veut secret.

Connaissant les besoins de l'Armée d'Afrique du Nord par les courriers, le travail du réseau consistait à essayer de recruter le personnel indiqué et à lui faire franchir les Pyrénées.

Il est curieux de noter les pourcentages de réussite dans le recrutement, suivant les différentes armes. Pour approximatifs qu'ils puissent être, ces pourcentages permettent de se faire une idée sur les opinions et les mentalités des différents secteurs de l'armée.

C'est dans la cavalerie que la réussite fut la plus importante ; par rapport au nombre de contact pris, le chiffre de réussite fut à peu près de 98 %. Peut-être faut-il voir là l'esprit de panache et de sacrifice qui sont tout particulièrement de tradition dans cette arme ; ainsi par exemple, au moment de l'invasion de la Zone Sud, le 2ème Régiment de Dragons d'Auch, plutôt que de se voir dissoudre, préféra tenter de franchir les Pyrénées ; et l'Etat-Major, avec une bonne part du Régiment, arriva quelque temps après à Alger, drapeau en tête, pour continuer le combat de la France.

Dans l'infanterie, le pourcentage fut un peu moins bon que dans la cavalerie puisqu'il était de 50 % environ.

Quant à la marine, profondément anglophobe, elle était, avant tout, l'armée de Darlan et si elle peut être complimentée pour sa fidélité au Gouvernement, on peut, sans doute, aussi faire remarquer que ses chefs n'ont pas su assez désobéir quand "l'intérêt supérieur de la Nation" l'eût exigé.

"Jean-Louis", le bras droit du Colonel Cavarrot, pendant la période qui suivit la création du réseau "Maurice", habitait à Perpignan et comprit vite - à ses dépens car il faillit être arrêté - que le paradoxe que menait de front le réseau en se livrant à la fois au renseignement et au recrutement, allait amener un jour ou l'autre son arrestation, (d'autant plus qu'il était souvent chargé d'assurer lui-même des liaisons). Il put ainsi préparer de sang-froid l'attitude à adopter en cas d'arrestation.

L'acheminement des courriers par les services français de Barcelone s'effectuait environ trois fois par mois. Quant aux passages pour les évasions, ils avaient lieu en fonction de la demande mais aussi de l'état des pistes.

On peut dire qu'à cette période du printemps 1943, il y avait, en moyenne deux passages par semaine.

En hiver surtout, le franchissement des Pyrénées représentait, pour chacun, un véritable exploit physique.

Déjà, en toutes saisons, c'était une opération fort pénible et épuisante.



Partant des environs de Perpignan, il fallait marcher une quinzaine d'heures pour atteindre, à la tombée de la nuit, une maison près du petit village de Céret, la dernière au pied de la montagne juste à la limite de la forêt, celle du bûcheron Pierre Carrera, le passeur.

Déjà, sa maison se trouvait à l'intérieur de la zone interdite, et il fallait prendre mille précautions pour ne pas se faire remarquer par les patrouilles.

Pendant tout le parcours, il fallait rester silencieux. Des recommandations très strictes étaient données à tous les passagers ; la traduction d'un message en apportera le témoignage :

"espadrilles avec semelles intérieurs multiples absolument indiquées - pas de pantalon de golf - pas de chapeau - ni sac - ni valise - 2 chemises - 2 caleçons - du sucre - se graisser les pieds - se déclarer français, pas militaire, se donner comme habitant Afrique du Nord - avoir moins de 18 ans ou plus de 40 (sur les faux papiers) on ne fouille pas dans les chaussures - pas d'argent français ni américain - avoir de l'argent espagnol caché - aucun frais remboursé à Barcelone - attention aux interrogatoires du 2ème Bureau espagnol".

Après avoir reçu toutes ces indications et pris quelques heures de repos, le groupe se remettait en marche, le passeur en tête. L'ascension commençait alors véritablement. Le vent qui s'engouffrait dans les cols et les vallées rendait pénible la progression dans la neige, mais présentait, cependant, l'avantage d'effacer, au fur et à mesure, les empreintes.

Carrera, le passeur, faisait passer si possible sur la neige gelée le groupe dont il avait la charge car les empreintes ne s'y voyaient pas. A chaque endroit particulièrement dangereux, le passeur cachait la troupe qu'il conduisait et partait en éclaireur.

Il tentait alors de repérer les patrouilles allemandes dont les postes de surveillance étaient échelonnés à peu près tous les trois ou quatre kilomètres au sommet des montagnes sur la ligne frontalière. Les empreintes des soldats allemands étaient assez aisément reconnaissables pour un habitué de la montagne, à cause de leur largeur et de leur profondeur. Les passagers et le passeur ne portant que des espadrilles, toute empreintes dans la neige devenait indice prévenant de la proximité de l'ennemi.

En outre, il était interdit aux passagers de fumer pour ne pas attirer l'attention des soldats allemands qui pouvaient ainsi être repérés rien qu'à l'odeur de leur tabac.

Parfois encore, Carrera partait en reconnaissance et parsemait le chemin qu'il allait emprunter de poivre moulu pour éviter de la sorte toute éventuelle poursuite de la part des chiens policiers.

Au cours d'un passage particulièrement difficile, un lieutenant qui faisait partie d'un convoi de Carrera demanda qu'on l'abandonne sur place et qu'on l'abatte pour qu'il ne parle pas quand il serait pris par les allemands, tant il était épuisé.

Alors, Carrera prit un risque énorme : il fit du feu pour réconforter le malheureux qui n'en pouvait plus et était près de succomber. Le cachant à proximité du feu, il poursuivit sa mission avec le reste du groupe, à marche accélérée pour échapper à une éventuelle poursuite de la part d'une patrouille allemande. Il amena finalement les passagers à bon port de l'autre côté des Pyrénées où un autre passeur prit le relais pour les conduire vers Barcelone ou Madrid ... et Carrera retourna chercher celui qu'on lui avait confié et que l'épuisement physique avait empêché de parvenir au sommet de la montagne en même temps que ses camarades. Ayant pu reprendre quelques forces, le lieutenant Martin, conduit par son guide, franchit, à son tour, les Pyrénées.

Ce bref épisode montre assez éloquemment combien il était pénible de franchir la frontière franco-espagnole par des voies autres que celles recommandées par les cartes touristiques.

Le 17 mars 1943, Carrera devait faire passer un convoi d'une douzaine de personnes. Il divisa le groupe en deux pour atteindre le pied de la montagne. Il confia un groupe à un aide qui devait arriver le premier et cacher les passagers dans un bois en attendant l'arrivée de Carrera avec le second.

Tout se passa comme prévu pour le premier groupe conduit par l'aide passeur, qui suivit parfaitement les consignes fournies par Carrera. Mais, lorsque celui-ci arriva, précédant de peu le second groupe qu'il conduisait, il se vit cerné par les allemands qui l'avaient pris en filature. Tous les hommes

du premier groupe, cachés à quelques mètres dans la forêt, assistèrent muets et impuissants à son arrestation.

Une indiscretion dans un café, puis une dénonciation, allaient ainsi mettre fin à la carrière de passeur de Pierre Carrera, mais aussi à sa vie, car, déporté en camp de concentration, il mourut à Buchenwald.

Au mois d'avril, le Général de Lattre de Tassigny fut au centre des activités d'évasion du réseau "Maurice".

Au moment de l'invasion de la Zone Sud, "Le Général de Lattre, qui s'était fait quelque illusion, tenta vaillamment d'appliquer le plan de défense et d'occuper, avec les troupes de la région de Montpellier, une position dans la Montagne noire. Il est aussitôt désavoué, abandonné de tous, mis en prison. C'est de là, qu'il entre en contact avec la France Combattante qui, plus tard, le fera venir à Londres où il se ralliera à moi une fois pour toutes". C'est en ces termes que s'exprime le Général de Gaulle à propos d'un de ceux qui seront ses meilleurs collaborateurs militaires.

Le Général de Gaulle tenait à avoir auprès de lui cet homme de valeur qui avait publiquement, et de façon spectaculaire, voulu résister à l'invasion allemande de la Zone Sud.

Le Général de Lattre devenait le symbole vivant de la Résistance de l'Armée d'Armistice et son ralliement à de Gaulle eût, sans aucun doute, entraîné l'adhésion à sa cause d'une fraction non négligeable de l'opinion française.

C'est sans doute en partie pour cela, surtout si l'on ajoute les qualités de chef de de Lattre de Tassigny, que le Général de Gaulle a tenu à obtenir son ralliement "une fois pour toutes".

Ces quelques mots ajoutés par le Général de Gaulle laissent donc à supposer que tout n'a pas toujours été pour le mieux dans les relations entre ces deux hommes.

Faut-il voir là l'expression d'un regret dans la pensée du Général de Gaulle qui aurait désiré que le Général de Lattre passât quelques mois plus tôt du côté de la France dite "rebelle" ?

Le réseau ayant reçu d'Alger un message demandant de faire évader le Général de Lattre, Jean-Louis décida de nouer un premier contact avec la Générale. Pour cette première mission, il choisit Germaine Richard qui peut s'introduire à Riom auprès de la Générale en se recommandant du Colonel Linarès. Germaine Richard était porteuse d'un simple message demandant à la Générale si elle était d'accord pour envisager l'évasion de son mari et, dans le cas d'une réponse affirmative, de prendre un contact plus précis à ce sujet avec son mari.

Un 2° rendez-vous fut donné à Germaine Richard au cours duquel la Générale de Lattre transmit la réponse de son mari celui-ci étant d'accord pour s'évader.

Par la suite, d'autres contacts furent poursuivis par René Sébille qui organisa un rendez-vous à Vichy entre la Générale et Jean-Louis accompagné de Manolo qui devaient mettre au point les détails pratiques de l'évasion.

Pourtant au dernier moment, cette tentative échoua à cause de la trahison d'un gardien de la prison et Jean-Louis et Manolo, conduits par Carlier, ne durent qu'à une chance inespérée de n'avoir pas été arrêtés alors qu'ils attendaient dans la voiture au pied de la prison.

Une seconde tentative d'évasion fut mise au point qui était prévue pour la nuit du 5 au 6 septembre. Elle n'eut pas plus de succès que la première car les gardiens, les 3 frères Leblanc, qui étaient d'accord pour faire évader le Général, furent mutés peu avant le jour prévu. Cependant, le Général, dans la nuit du 2 au 3 septembre, réussit à s'évader par une autre filière grâce aux services du contre-espionnage du Colonel Paillole qui le menèrent sans encombre jusqu'en A F N. Mais cette fois, la Générale avait fait prévenir Jean-Louis et Manolo pour ne pas risquer imprudemment de les faire arrêter comme lors de la première tentative.

Peu de temps après, Jean-Louis accueillit à Toulouse le Commandant Constans de l'Etat-Major Général, muni d'une lettre de la Générale de Lattre et qui était accompagné de plusieurs personnes, dont 2 des frères Leblanc, Lucien et Marcel. Ceux-ci franchirent les Pyrénées le 14 septembre, le Commandant Constans suivant un itinéraire identique le 30 septembre.

Ce printemps 1943 fut particulièrement fertile en événements pour le réseau et vit l'amélioration des filières de passage.

A cette époque, un militaire patriote et Résistant ne faisant pas partie du réseau "Maurice", le Commandant Dunoyer de Segonzac, confia une mission à un de ses hommes, Jean Bruel, surnommé "Fourcade". Cette mission avait trait aux problèmes des liaisons avec l'Afrique du Nord et l'Espagne.

Fourcade, ayant à entrer en contact avec les envoyés du Gouvernement d'Alger en Espagne, eut l'occasion de rencontrer des membres du réseau "Maurice". Il put ainsi, avec le consentement du Commandant Dunoyer de Segonzac, accomplir une mission parallèle pour le compte de "Maurice".

Le 15 mars 1943, Fourcade, connu pour ses activités de résistance et sa connaissance de l'Espagne, fut dépêché vers Madrid. Trois objectifs étaient initialement fixés à Fourcade ; en premier lieu, il devait faire parvenir en Afrique des officiers et des envoyés politiques internés dans les prisons d'Espagne. Ensuite, il était chargé d'établir une voie particulière de passage pour les émissaires, que le Commandant désirait acheminer vers l'Afrique. Enfin, il devait établir des liaisons dans le sens Espagne - France, dans le but de recevoir des informations politiques par voie indépendante des moyens officiels.

Fourcade réussit à franchir la frontière le 4 avril 1943 ; un accident dû au sauvetage d'officiers en montagne l'obligea à se rendre à la "Guardia Civil" du petit village de Sallent. Cela lui valut de séjourner pendant deux mois dans les prisons franquistes, un mois à Jaca, un autre à Sarragosse.

Le 10 juin, libéré par la Croix-Rouge, Fourcade avait pu atteindre Madrid.

A son arrivée, le Colonel Malaise étant absent, Fourcade ne resta pas inactif et chercha aussitôt, en attendant de pouvoir le rencontrer, à tirer parti de ses connaissances personnelles. Il put ainsi rendre des services précieux et obtenir des renseignements par ses relations, en particulier par les membres de l'Institut Français passés à la dissidence.

Au retour du Colonel Malaise, il put faire sortir du camp de prisonniers de Miranda les envoyés du Commandant Dunoyer de Segonzac qui avaient été arrêtés. Il en profita également pour trouver à Madrid des correspondants politiques. Rapidement, la mission Fourcade pour le compte de Dunoyer de Segonzac fut accomplie.

Après un mois passé à Madrid, Fourcade regagna la France en passant par Barcelone pour rendre compte de sa mission.

Une double activité complétait la tâche que venait d'accomplir Fourcade. Pour le compte du réseau "Maurice", il devait effectuer la recherche et l'acheminement d'officiers, de techniciens d'aviation et de chars ; il devait, en outre, organiser un service d'information sur l'ordre de bataille des troupes allemandes en France.



Le 28 juillet, Fourcade s'étant acquitté de la mission confiée par le Commandant Dunoyer de Segonzac, ce dernier accepta le principe d'une double activité pour son agent qui allait, désormais, travailler en même temps pour lui et le réseau "Maurice".

Ainsi, par sa filière de Pau, Fourcade put acheminer quelques volontaires. Il put, d'autre part, mettre au point un dispositif complet de liaison et de ramassage d'informations militaires à travers le réseau de Dunoyer de Segonzac.

Toutes ces activités devaient se faire avec l'appui de deux personnes auprès desquelles "Auguste" Chef des Services Français de Barcelone, l'avait accrédité: le Colonel Noetinger, à Toulouse, et le Commandant Richard. Fourcade devait rencontrer ces deux hommes pour leur faire part de sa mission et se mettre à leur disposition dans le but d'effectuer des liaisons avec l'Espagne et l'Afrique du Nord qu'il devait rejoindre, d'abord pour être intégré à une unité combattante, ensuite pour effectuer des liaisons politiques que ses nombreuses relations lui permettaient.

En mai, le réseau étendit son implantation dans l'Ariège grâce au groupe dirigé par le Colonel Fatigue, dont les pistes vont pouvoir, dès lors, acheminer un nombre considérable de passagers et soulager la pression qui s'exerçait sur les filières catalanes.

D'autre part, le lieutenant d'aviation Lerin mit au point un groupe de renseignement qui eut, par la suite, l'occasion de fournir des indications précieuses.

Désormais, le réseau "Maurice" ne se bornait plus à l'acheminement des passagers se présentant, ni à la transmission de n'importe quels renseignements, il tendit de plus en plus, pour satisfaire les demandes d'Alger, à rechercher des volontaires répondant aux critères désirés : officiers, sous-officiers, sous-mariniers, aviateurs, conducteur et techniciens de chars et autos.

Le fait qu'Alger ait demandé surtout des cadres militaires ne signifie en aucun cas que ceux-ci aient eu un patriotisme plus ardent que les simples soldats ou, au contraire, que les soldats se soient joints en masse à la dissidence et que les supérieurs aient fait défaut. Ces demandes ne furent pas des critères de patriotisme ni de "Gaulisme". Cela prouvait simplement que l'Empire français ne comportait pas suffisamment de cadres et de techniciens pour former une armée homogène ; par contre, le réservoir en simples soldats était suffisamment important dans tout l'Empire.

Ce sont là les seules conclusions que l'on peut tirer à coup sûr, le reste n'étant que pures hypothèses.

Avec l'importance que prenait peu à peu le réseau, les risques augmentaient pour chacun des membres comme pour les usagers des filières. Quelques exemples le prouveront aisément.

Le 11 mai, Pierre Carcelet, qui faisait partie de l'Etat-Major de Manolo et participait aux activités de renseignement, d'évasion et en particulier du passage du courrier, fut arrêté par la Gestapo et fusillé.

Moins d'une semaine plus tard, un chef passeur et quatre passagers sont arrêtés par trois gendarmes. Trois des passagers et le passeur ont une conduite irréprochable, mais le quatrième passager, mécanicien d'aviation, répondit avec empressement à chaque question posée, ce qui entraîna l'arrestation d'un hôtelier de la région. Celui-ci, bien que totalement en dehors du réseau, avait accepté de prêter son hôtel comme lieu de rendez-vous pour les membres du réseau et les passagers. Malgré le chantage effectué auprès de sa femme pour qu'elle donne l'adresse de deux personnes qu'il connaissait parfaitement, celui-ci ne dévoila rien.

Une autre affaire, survenue au mois de Juillet, mettra en relief, si besoin était, les difficultés et les risques qu'avait à affronter le réseau "Maurice" ; c'est ce qu'on appela "l'affaire Montel".

En juillet 1943, donc, les pistes appartenant en propre au réseau se trouvaient bloquées à la suite d'arrestations par la police allemande ; cependant, de nombreux départs étaient prévus.

Le 13 juillet, un convoi comprenant le lieutenant de vaisseau Bonnal, le sous-lieutenant Lamothe, les deux fils de Monsieur Montel, ex-adjoint de la municipalité

de Villiers de Lyon, est confié au réseau. Le passeur habituel, certainement de bonne foi, eut l'imprudence de confier le convoi à un individu qui le sollicitait depuis longtemps et qui, en fait, était un agent de la Gestapo.

Le 17 juillet, un billet de cinq francs, dont le numéro avait été noté en guise de signal de reconnaissance, revient avec une lettre signée de l'un des membres du convoi, demandant une somme supplémentaire de 10.000 francs pour le guide qui s'était offert de conduire le groupe jusqu'à Jaca.

A la réception de ce signal de reconnaissance rapporté par le guide, signal indiquant que la frontière avait été franchie, et de la lettre signée, une seconde caravane fut mise en route et confiée à la même piste. Cette seconde caravane se composait du lieutenant d'Alnoncourt à qui fut confié le commandement du groupe, comprenant quatre militaires plus Yves Montel, étudiant en Droit, dont les deux frères faisaient partie de la caravane précédente.

Pour faire le récit de ce passage, nous laisserons la parole au lieutenant d'Alnoncourt qui l'a narré, lui-même, au Colonel Cavarrot à son retour de captivité.

"nous étions munis de faux papiers d'identité, d'argent espagnol, de signaux de reconnaissance et mots de passe à remettre au guide et au Consulat Américain de Barcelone ou à différents membres de l'organisation en Espagne.

Le 18 juillet, un membre de l'organisation me présenta, à la gare de Toulouse, un guide espagnol chargé de nous conduire jusqu'à Barcelone, en passant par Oloron Sainte Marie de Jaca. Nous gagnâmes par le train Pau et Oloron sans incident.

A Oloron, nous descendîmes individuellement dans un hôtel indiqué par le guide pour nous restaurer, nous reposer et attendre le milieu de la nuit, afin de gagner à pied la frontière. Alors, le guide s'absenta pour cacher, selon ses dires, nos légers bagages sur la route, ces bagages pouvant éveiller l'attention, et pour acheter quelques provisions supplémentaires.

Il revint nous prendre vers minuit et me demanda, à ce moment, de lui remettre le premier signal conventionnel : un billet de cinq francs dont le numéro : 63.446, avait été relevé par l'organisation, et qui devait attester que nous avions bien atteint la frontière. Le lieutenant d'Alnoncourt refusa net.

Nous partîmes peu après minuit, nous mêlant à la foule qui sortait d'un cinéma. En attendant la route, je donnai l'ordre à mes camarades de marcher par groupes de deux, chaque groupe en liaison à vue avec le précédent, mais avec le maximum d'échelonnement. Je marchai en tête avec le guide.

Après trois quarts d'heure de marche, le guide me demanda de faire resserrer les groupes car,

dit-il nous étions sur le point de prendre un sentier de montagne où la liaison serait difficile. Je donnais donc l'ordre de diminuer les distances, mais de ne se grouper sous aucun prétexte.

Quelques minutes plus tard, des coups de feu éclatèrent au milieu d'aboiements de chiens. Quatre soldats allemands SS étaient déjà sur moi. J'entendis un bruit de course, plusieurs rafales de mitraillettes : mes camarades qui me suivaient, tentaient de s'enfuir. Mais le guet-apens était bien monté : nous étions encerclés.

Nous fûmes regroupés. Le capitaine Jean-Pierre manquait. J'eus, un instant, l'espoir qu'il s'était échappé. Il avait, hélas, été tué d'une rafale en pleine poitrine alors qu'il tentait de fuir par un petit sentier qui longeait la route.

Un SS siffla, et à ce signal, apparut une voiture. Les lieutenants Estiot et Bourgogne furent immédiatement emmenés. Je restai sur la route avec le sergent Bucher et le guide.

Deux SS amenèrent, quelques instants plus tard, le corps du capitaine Jean-Pierre. Nous demeurâmes trois quarts d'heure environ à genoux, les mains en l'air. Seul le guide eut l'autorisation de se lever.

La voiture revint ; on nous fit charger sur nos genoux le corps ensanglanté du capitaine Jean-Pierre. Je demandai au guide de nous aider ; un SS refusa.

Dès cet instant, tout fut clair pour moi. Le guide nous avait trahis ; ses deux heures d'absence à Oloron, sa requête en vue d'avoir avant le départ la remise du billet de cinq francs, qui devait lui servir à prouver à l'organisation qu'il nous avait bien fait passer, sa demande de faire resserrer les groupes afin de faciliter notre prise, les ménagements que les SS lui avaient témoignés, étaient autant de preuves.

La voiture stoppa devant une villa d'Oloron. Nous fûmes enfermés dans la cave où plusieurs cellules avaient été aménagées ; nous y retrouvâmes l'étudiant en Droit. De là, nous entendîmes des coups et des cris : nos camarades passaient déjà à l'interrogatoire. Je fis part à Bucher de mes soupçons sur le guide et lui ordonnai de ne pas nier sa véritable identité ; pour l'organisation il fallait raconter la fable que, d'accord avec tous les membres du groupe, nous avions préparée par avance au moment de notre départ au cas où nous aurions été pris.

Cette tactique nous réussit. Amené devant un sous-lieutenant SS, je déclarai être un officier français, donnai mon nom, mes date et lieu de naissance ma dernière affectation ; j'ajoutai que, originaire d'Afrique du Nord, je désirais regagner ce pays où se trouvaient ma famille et mes chefs.

Sur l'organisation, je racontai ce qui avait été convenu entre nous: un camarade déjà passé en Espagne m'avait, sur ma demande, et avant son départ, signalé à quelqu'un qui me convoqua dans un café de Pau. Cette personne m'avait donné toutes les consignes au sujet de ce voyage, et, plus tard, m'avait mis en relation avec le guide à la gare de Toulouse. Tout étant secret, je ne connaissais personne de cette organisation et ne savais rien de plus.

Malgré tous les procédés classiques d'interrogatoire, ils ne purent trouver de fissures dans mes déclarations et, le sergent Bucher répondant de façon analogue, nous ne fûmes pas davantage interrogés.

Par contre, le jeune étudiant Montel, dont les frères avaient été livrés dans le convoi précédent, fut interrogé de nombreuses fois, isolé et torturé. Ne voulant pas parler et pour abréger ses souffrances, il tenta par deux fois de se suicider en se pendait, puis en s'ouvrant les veines du poignet avec un morceau de verre. Après cette deuxième tentative, il fut soigné à l'hôpital d'Oloron, remis dans la cellule commune et laissé momentanément en paix.

Par le soupirail de la cave, nous vîmes le lendemain notre guide descendre d'une voiture, fumant une cigarette et conversant amicalement avec des SS. Il avait trahi ; notre certitude était alors



absolue. Je lui avais montré, avant notre départ, un billet de cinq francs qui devait prouver notre passage de la frontière, puis j'avais placé ce billet dans mon portefeuille. Or, le billet que j'avais montré n'était pas le vrai qui se trouvait caché dans ma cravate. Je l'avais avalé au cours de notre transport en voiture.

Après notre capture, le guide s'empara du faux billet dans mon portefeuille et le remit au réseau qui fut, ainsi, prévenu par lui-même de sa trahison".

Par cette trahison, quatre militaires trouvèrent la mort, soit au moment du guet-apens, soit dans les camps de prisonniers et de concentration en Allemagne.

De plus, Yves Montel, 23 ans, et ses frères André, 22 ans, et Georges, 21 ans, furent assassinés à Buchenwald.

C'est la seule trahison qui eut lieu dans l'histoire du réseau encore que le traître n'ait pas été membre de l'organisation mais seulement un auxiliaire temporaire.

Le faux passeur s'appelait Del Estal ; il fut condamné à mort à la Libération et ce fut Monsieur Pierre Montel, père des trois étudiants assassinés, qui commanda le peloton d'exécution.

### Bilan des activités du réseau jusqu'en juillet 1943

---

Après six mois d'activité, grâce aux renseignements conservés au PC, il fut possible de dresser un bilan provisoire des activités de passage du réseau.

Il était important de faire le point en cet été 1943, car au niveau même de l'opinion publique, on sentait un changement par rapport à l'année précédente. D'ailleurs les services de "Renseignements Généraux" de Toulouse notent, dans leurs rapports destinés à Vichy que le "climat été 1943 se distingue de celui de 1942 par un certain nombre de faits propres à exalter la population française.

- 1°) Victoires russes et anglaises de l'hiver, puis celles de la Tunisie et de la Sicile.
- 2°) Le ton de Radio-Londres et certaines communications de l'Etat-Major britannique qui font croire au débarquement imminent.
- 3°) La relève
- 4°) misère physiologique ; sous-alimentation.

Ce changement dans l'opinion publique, ce "renversement de la marée" comme dit A. Latreille, encouragea la résistance dans son action qui se heurta moins à la massivité de la population.

Le rapport suivant, établi par les "Renseignements Généraux de Toulouse" ne fait que confirmer l'impression qui se dégage de l'étude précédente. On note, en effet, le 15 juillet, dans la rubrique "L'opinion et la politique du gouvernement" : "une incompréhension du public qui tourne à l'indifférence et à l'hostilité ; " seule une infime minorité approuve sans réserve la politique du gouvernement".

Malgré l'encouragement que pouvait procurer cette aide, ce soutien moral ou actif de la population, le réseau devait faire face à des problèmes de direction, d'orientation envers un chef ou un autre, c'est-à-dire se tourner vers Giraud ou vers de Gaulle.

Même sans vouloir " faire de la politique", la politique s'imposait à ceux qui vivaient des évènements qui n'étaient pas encore de l'Histoire. Pour ceux du réseau ( et en particulier pour les chefs, car les membres n'avaient que des opinions personnelles qui n'engageaient qu'eux, tandis que celles des chefs engageaient toute l'action du réseau ) qui étaient partisans de suivre le Général Giraud, le choix n'avait pas été dicté par l'attachement au " mythe pétainiste".

Contrairement à ce que dit H. Michel dans un article sur le " Giraudisme ", la résistance militaire Giraudiste, du moins dans le cadre de l'étude à laquelle nous nous livrons ici, n'a pas renforcé " la partie la mieux enracinée du mythe pétainiste, à savoir : les bonnes dispositions d'un maréchal empêché d'agir par son âge et par son entourage".

La partie de l'Etat-Major qui était giraudiste estimait plutôt que le maréchal était libre dans son choix et qu'il optait délibérément pour une politique nouvelle en vue de créer l'Europe, une nouvelle Europe, dominée par l'Allemagne. Giraud était, quant à lui, peut-être partisan de l'Europe, mais d'une Europe occidentalisée, en liaison étroite avec les Etats-Unis.

Le Giraudisme, surtout dans le cadre du réseau, était alors teinté de multiples nuances et en proie à de nombreuses contradictions. Pourquoi, en effet, les Giraudistes étaient-ils anti-anglais ? Peut-être est-ce parce que Churchill soutenait de Gaulle et que Giraud s'opposait à de Gaulle donc, par là, à ceux qui soutenaient son adversaire politique. Dans le cas du réseau, les militaires, même Giraudistes, ne pouvaient pas être anti-anglais puisqu'ils étaient en permanence en contact avec les services britanniques.

D'autre part, les membres du réseau étaient anti-Pétain et, par là, ils n'approuvaient pas la politique des Etats-Unis qui avaient reconnu officiellement le Gouvernement de Vichy. Ne serait-ce pas là une autre contradiction interne du Giraudisme dans le cadre du réseau.

Quoi qu'il en soit, l'unanimité se réalisait toujours dans l'action et, en définitive, c'est sur l'action que sera jugée l'efficacité du réseau.

Au mois de juillet, le bilan des passages s'établissait comme suit :

- passés : 84
  - pris : 19 dont deux évadés
- plus de multiples passages individuels.

Les possibilités, au point de vue des filières, étaient les suivantes : en dehors des filières du Commandant Conze, entre Tarbes et Pau, il y avait :

- deux filières à Foix dans l'Ariège.
- quatre filières dans les Pyrénées Orientales dans la région de Perpignan.

En outre, il y avait trois filières individuelles, y-compris pour le passage du courrier.

Comme on peut le voir par le nombre des filières, la Catalogne joue toujours un rôle prépondérant dans les activités de passage et certains parmi les catalans tenteront, à partir de là, de proposer une nouvelle organisation politique de leur province dans le cadre de la réorganisation de l'Europe pour l'après guerre.

C'est ainsi qu'au mois d'août 1943 eut lieu l'envoi à Alger du lieutenant Raymond Thoby qui était chargé d'un document important mais passablement utopique concernant les rappports franco-catalans.

Peu après, toujours pendant l'été 1943, au mois d'août fut envoyée une autre mission en Afrique du Nord.

Le Général Mollard avait, en effet, demandé au Colonel Cavarrot de recruter une personnalité pour représenter le réseau auprès du Gouvernement d'Afrique du Nord. " Jean-Louis ", bras droit de Cavarrot, pensa à Monsieur Monte], dont le sort tragique des trois fils était connu .

Avant de confier une mission importante, il fallait faire plus ample connaissance avec lui, car le représentant du réseau auprès du Comité Français de Libération Nationale devait être un homme d'envergure. Une entrevue fut donc préparée pour le samedi 4 septembre entre Monsieur Montel d'une part, le Colonel Cavarrot et " Jean-Louis " d'autre part. Les deux hommes furent fortement impressionnés par son courage et sa détermination.

Dès le début de la rencontre, celui-ci que "Jean-Louis" n'avait pas vu depuis l'arrestation de ses trois fils, dit : " je ne veux pas que vous puissiez douter un seul instant de mon amitié et de toute ma confiance après les accidents qui se sont produits et qui démontrent les risques que vous courez. Il se déclara alors prêt à se donner entièrement " et encore plus maintenant " à la cause de la résistance.

La vie ne lui étant plus possible en France à cause de menaces très sérieuses d'arrestation, il s'apprêtait à gagner Londres en avion. Il fut satisfait et même enthousiasmé par la proposition que venait de lui faire le réseau.

Aussi, après avoir été mis au courant de la question catalane et avoir obtenu la certitude qu'après son départ, sa famille aurait de quoi vivre, il accepta de devenir membre du réseau sous le nom de "Humbert", avec le grade de Lieutenant-Colonel.

Son départ pour l'Afrique du Nord eut lieu le 17 septembre. Sur le contenu exact de sa mission, nous reviendrons plus tard car, entre temps, des événements importants se produisirent à l'intérieur du réseau qui auraient pu être décisifs dans la suite de son action.

Quelques jours avant le départ de Montel pour l'A F N avait eu lieu l'évasion du Général de Lattre.

Pendant que celui-ci regagnait également l'Afrique du Nord, se produisit un évènement qui aurait pu être fatal pour le réseau : l'arrestation du Général Mollard ; celle-ci eut lieu le 7 septembre 1943 dans des circonstances rapportées par le Colonel Cavarrot/

Cette arrestation, capitale pour le réseau, devait également être de première importance pour la police, car le 15 Septembre, on la trouve signalée dans le rapport des Renseignements Généraux de Toulouse à ceux de Vichy.

Le 7 septembre au matin, donc, le Colonel Cavarrot s'était rendu à Penne d'Agenais, dans le Lot et Garonne, en compagnie de Monsieur Montel, dans le but de présenter ce dernier au Général Mollard.

Dès le début de la réunion, la propriété fut encerclée par la Gestapo qui fit irruption dans le bureau du Général et procéda aussitôt aux interrogatoires. Monsieur Montel et le Colonel Cavarrot n'avaient alors, sur eux, que leurs véritables papiers d'identité.

Le Général Mollard les présenta comme ses invités de la journée. Le Colonel Cavarrot avait juste eu le temps de camoufler sous sa chemise des documents que venait de lui remettre le fils du Général Mollard et qui étaient destinés à être expédiés. L'interrogatoire, heureusement, se passa sans violence et les documents en question ne furent pas découverts. Habilement, le Général Mollard traitait Cavarrot et Montel en invités, s'excusant de ce dérangement, parlant de choses et d'autres... Il paraissait fort détendu et se conduisait en hôte parfait.

A l'heure du repas, il demanda très froidement si l'on pouvait passer à table, s'excusant encore vis-à-vis de ses deux compagnons. Le repas, pris entre des mitraillettes, fut extrêmement pénible, mais, suivant l'exemple du Général, le Colonel Cavarrot et Monsieur Montel firent l'impossible pour avoir l'air naturel. Madame Mollard et ses enfants, au prix d'immenses efforts, firent de même. Le Général fit comprendre que rien ne devait être changé dans l'activité du réseau et qu'il fallait continuer quoi qu'il advienne.

A la fin du repas, le Général Mollard, après avoir été autorisé à prendre une valise, fut emmené, seul, dans une camionnette. Il devait être déporté à Buchenwald.

Aussitôt après l'arrestation du Général Mollard, le Colonel Cavarrot et Monsieur Montel prirent la fuite afin d'éviter que le réseau ne fût complètement décapité. Bien leur en prit, car quelques minutes après leur départ, les allemands, qui avaient fait demi-tour, revenaient au domicile du Général Mollard chercher les soi-disant deux invités.

Dans un message, adressé par le Colonel Cavarrot au Général Giraud et daté du 16 septembre, la raison officielle de l'arrestation du Général nous est indiquée ; elle serait due " au camouflage ancien de matériel dans la région de Marseille". Ce sont là les termes exacts employés également dans le rapport des Renseignements Généraux de Toulouse.

Ce motif d'arrestation, pour officiel qu'il soit, est significatif d'un changement d'esprit de Vichy ou, mieux, de l'attitude du Reich à l'égard des militaires français. Vichy, au moins pendant les deux premières années de la guerre, avait autorisé, sinon aidé ou encouragé le camouflage du matériel par l'armée d'armistice. Comment le même Gouvernement pourrait-il, quelques temps après, condamner des hommes pour avoir agi dans le sens des ordres ou des conseils qu'il avait prodigués ? Comment si ce n'est pas une "collaboration" accrue, par un asservissement de plus en plus total aux volontés de l'occupant.

Il faut, en effet, noter un très net changement d'attitude de Hitler vis-à-vis des officiers de l'armée française.

Jusqu'au début de l'année 1943 où se situe l'arrestation du 2ème Bureau Français, Hitler ne s'attaque pas particulièrement aux cadres militaires français. Mais cette affaire du 2ème Bureau semble être le signe d'un revirement dans le sens d'une plus grande hostilité pour les militaires de carrière français.

Avant cette date, comme le note le capitaine Cluseau dans un article sur " l'arrestation du 2e Bureau ", il semble que

dans une certaine mesure, les militaires n'aient été arrêtés que lorsque la preuve était plus ou moins faite d'une activité ou tout au moins d'un comportement de leur part, ouvertement hostile au Reich.

Au lendemain de cette affaire, le revirement est caractéristique : " tout militaire sera désormais suspect du fait même de son état, et son arrestation pourra être décidée arbitrairement, de façon préventive en quelque sorte".

L'armée française, en effet, est accusée d'avoir travaillé au profit des ennemis de l'Axe et les arrestations n'ont pas lieu pour punir les officiers français, mais pour couper définitivement les avant gardes, qu'ils représentaient, de l'Intelligence Military Service.

On ne peut avoir la certitude que l'arrestation du Général Mollard soit une conséquence directe de ce changement d'attitude, mais cette hypothèse semble plausible et méritait d'être envisagée.

C'est avec l'arrestation du Général Mollard que se termina la première phase de l'histoire du réseau. Désormais, en souvenir de son fondateur, il sera appelé " MAURICE ".

Le Colonel Cavarrot, qui avait reçu les dernières instructions du Général Mollard, allait prendre sa succession, associant à la direction du réseau celui qui avait toujours été son bras droit, " Jean-Louis".

Ils allaient donner au réseau son aspect et sa structure définitifs, l'adaptant aux besoins et aux possibilités des activités de la Résistance jusqu'à la Libération.



### III - Le Réseau " Maurice " sans " Maurice ".

- la succession : Cavarrot et "Jean-Louis".
- unification idéologique : disparition du Giraudisme.

#### 1° Organisation du réseau " Maurice ".

- Commentaire de l'organigramme : évasion et renseignement.
- financement.

#### 2° mission " Montel ".

- représentation à Alger des intérêts du réseau
- toujours améliorer les filières.
- prolongements du problème catalan.

#### 3° problèmes posés par l'extension du réseau.

- urgence du recrutement des techniciens.
- déplacement du P.C.
- transmission des renseignements : création de "Ail" et la rivalité des services de renseignements anglais et français de Londres.

#### 4° arrestation de "Jean-Louis" et ses conséquences.

- perte des liaisons entre les groupes.
- les groupes de "Maurice" à la recherche de leur chef.
- orientation délibérée vers le renseignement.

#### 5° le Réseau face à la "Libération"

- disparition des activités de passages
- encore des renseignements essentiels
- attitude face au soulèvement populaire.

### III - Le Réseau "Maurice" sans "Maurice".

Au lendemain de l'arrestation du Général Mollard, le Réseau "Maurice" fut donc totalement pris en main par le Colonel Cavarrot et "Jean-Louis". Des modifications furent apportées au réseau dont l'organisation, dès ce moment, devint quasiment définitive.

L'organisation du réseau prenant peu à peu, malgré une complexité grandissante, un caractère stable, c'est au cours de cette période qu'il semble le plus justifié d'en étudier les mécanismes dans le détail. Par la suite, la partie dynamique de l'histoire pourra reprendre son cours.

Pour se forger une image assez exacte de l'ensemble des activités du réseau "Maurice", il apparaît nécessaire d'avoir recours à un organigramme. Celui-ci risque, certes, de paraître bien abstrait pour exprimer et expliquer des liaisons, on ne peut plus concrètes et humaines, néanmoins, il présente cet avantage de permettre d'embrasser d'un seul regard tout un ensemble d'activités qu'il serait fastidieux d'énumérer.

Une brève étude sociologique des membres du réseau quant à leur profession fournit des indications précieuses pour qui tente de classer les réseaux et les mouvements de Résistance en fonction du vocabulaire politique et des deux notions inséparables bien que floues et fluctuantes de "Gauche" et de "Droite".

Sur les 316 agents qui ont formé le réseau "Maurice", on compte 5 prêtres, 16 ingénieurs et industriels, 64 inspecteurs, commissaires, personnel de l'armée ou de gendarmerie, 16 professeurs ou médecins, 8 étudiants ; mais, par ailleurs, on trouve 70 ouvriers, petits commerçants ou employés. Le reste est essentiellement composé de professions libérales ( administrateurs, avocats, comptables, journalistes ).

Il est patent que les professions libérales à tendance ordinairement conservatrices sont majoritaires ; toutefois, les travailleurs des classes moyennes sont représentés dans des proportions non négligeables.

Il est également intéressant de noter que sur le nombre total des agents du réseau, il y a 50 femmes, ce qui représente un pourcentage d'environ 16 % par rapport aux hommes.

Hommes ou femmes, riches ou pauvres, les membres du réseau agissaient en fonction d'un idéal commun qui les unissait plus que ne pouvaient les séparer leurs différences de conditions et, plus encore que cette brève étude sociologique, c'est le ressort de l'activité de l'ensemble des agents qui permettra mieux de classer le réseau "Maurice" à "Gauche" ou à "Droite".

Il y a d'abord une constatation liminaire de première importance à faire : les membres du réseau dans leur majorité ne sont ni juifs, ni communistes. Aucun impératif vital ne les poussait donc dans la Résistance puisqu'ils n'étaient pas particulièrement pourchassés ou recherchés par la police allemande ou française.

C'est vers un idéal qu'il faut rechercher le moteur de leurs activités. Ils se sont battus pour une " certaine idée de la France " et avant même leur ralliement à de Gaulle, ils ont été appelés "Gaul- listes" parce que leur désir de "grandeur de la France " coïncidait avec les idées de ce Général qui, seul au départ, n'avait pas désespéré de son pays.

Le chemin du Gaullisme fut, pour la plupart de ces gens, fait d'étapes successives. Ils se sont d'abord révoltés contre l'armistice et la collaboration par nationalisme et patriotisme. D'autres, comme le signale H. Michel dans " les courants de pensée de la Résistance", se "sont battus pour empêcher que soit détruite à jamais une certaine conception de l'homme façonnée par vingt siècles d'Humanisme. L'anti-fascisme devint chez la plupart un principe d'action au moins égal au patriotisme".

Or, de Gaulle, même s'il s'est appuyé parfois sur les communistes et la gauche en général pour faire le contrepoids de l'appui américain en faveur du Général Giraud, n'a jamais cessé ne serait-ce que par son origine, de représenter ce grand courant humaniste dans lequel la France, évidemment, avait une place de choix.

Pour participer activement à cet idéal qu'incarnait le Général de Gaulle, le réseau essayait de fournir à Alger le maximum de renseignements, économiques, militaires ( sur les forces ennemies ou sur la résistance), administratifs, politiques ou autres. Ces renseignements avaient deux origines : certains, le plus grand nombre, étaient dus au hasard, d'autres au contraire, étaient sur commande comme ceux demandés par les services français d'Espagne au Colonel Cavarrot.

Dans le cadre du Réseau "Maurice", les renseignements fournis étaient, d'une part, d'ordre militaire et, d'autre part, ce qui est très important, d'ordre politique. Les renseignements militaires portaient souvent sur les positions et le potentiel militaire de l'ennemi comme le prouvent deux messages parmi tant d'autres, envoyés par les Services Français d'Espagne au Colonel Cavarrot :

" Etablissez rapport détaillé sur potentiel industriel en Allemagne et pays occupés ; statistiques et précisions sur fabrications en cours d'étude".

ou bien :

" Renseignements sur fortifications allemandes côte atlantique seront toujours bienvenus avec plans et données précises".

Mais l'étape qui a pu mener les membres de "Maurice" au Gaullisme réside dans le Giraudisme. Les erreurs du Giraudisme ont permis l'unité autour du Général de Gaulle. Nous avons déjà signalé qu'il y avait une certaine divergence de vues - mais non de but - entre une partie des chefs du réseau et la majorité des agents.

Ces divergences seront supprimées avec l'arrivée au Commandement de "Maurice" du Colonel Cavarrot et de "Jean-Louis", qui scellèrent l'unité autour du Gaullisme. C'est donc un réseau agrandi et plus compact qu'eut à diriger le nouveau chef du réseau "Maurice".

Après ce survol sociologique et idéologique du réseau il est plus aisé d'en étudier les structures.

En fonction de la localisation et des activités, le réseau fut divisé en neuf groupes ayant chacun un Etat-Major et des agents de liaison sur place. Il y avait des groupes spécialisés dans le renseignement, d'autres dans les passages d'hommes ou de courriers, d'autres, enfin, étaient mixtes et se livraient aux deux types d'activités à la fois.

Le Colonel Cavarrot baptisa groupe n° 1 le groupe commandé par Valls de Gomis, appelé "Manolo", qui était un des groupes essentiels pour le franchissement des Pyrénées. Il couvrait toute la région des Pyrénées Orientales, et possédait quatre filières dont les itinéraires étaient établis comme suit :

- Perpignan - Céret, La Bajor - Figueras - Gérone et Barcelone.
- Perpignan - Argelès - La Tour de Massane - Perelade - Figueras et Barcelone.
- Perpignan - Saint-Laurent de Cerdans - Gérone et Barcelone.
- Perpignan - Bourg Madame - Puigcerda et Barcelone.

Le groupe "Maurice II" était composé d'une équipe dans le Nord et d'une autre dans le Cotentin. Vue sa position géographique il est aisé de comprendre que ce groupe était spécialisé dans le renseignement. Il était dirigé par Laigle.

Les groupes "Maurice III" et "Maurice IV" localisés dans les régions de l'Ariège et de Tarbes étaient respectivement commandés par le Colonel Fatigue et le Capitaine Plaud.

Le groupe "Maurice V", animé par Jourdan, s'occupait du littoral méditerranéen de Marseille à la frontière italienne.

Le groupe "Maurice VI", qui était animé par Embry, s'occupait du renseignement dans la région de Toulouse. Même après la montée du P.C. du réseau à Paris, Toulouse resta une plaque tournante importante pour le réseau.

Le groupe "Maurice VII" confié à Pékin, s'occupait de la centralisation des renseignements dans la région de Toulouse et également à Agen et Montauban.

"Maurice VIII" opérait à Paris avec des pointes à Vichy - où se trouvait R. Séville - et à Wiesbaden - où il était possible d'obtenir des renseignements par un ambassadeur français auprès de la commission d'armistice - qui était agent occasionnel du réseau, Fabre de la Ripelle.

Enfin, le groupe "Maurice IX" opérait sous la direction de Humbert qui sera, en même temps, chargé de mission pour le compte du réseau.

D'autres pistes de passage furent offertes, notamment par le Commandant Conze entre Tarbes et Pau. Ces filières, bien que moins importantes que celles de Valls de Gomis, du Commandant Fatigue et du Capitaine Plaud, étaient conservées pour le cas où les autres seraient momentanément impraticables.

Parmi les différents groupes composant le réseau "Maurice" le groupe VIII est particulièrement intéressant. Par son antenne à Vichy, il permettait d'obtenir de précieux renseignements sur l'activité et les décisions du Gouvernement de l'Etat Français en même temps que sur l'ambiance qui régnait dans les milieux gouvernementaux.

Dans un Vichy en proie à de multiples intrigues, René Séville devait également tenir le réseau au courant des différentes tractations et des démarches des partis et des pays représentés sur place par leurs

Etats-Majors ou leurs Ambassadeurs.

René Sébille, dans ses témoignages, confia qu'il avait eu la chance d'appartenir avec " Jean-Louis " à un régiment à tradition, dans une division animée par un grand chef de guerre, le Général de Lattre de Tassigny : la XIVème Division d'Infanterie.

Blessé, fait prisonnier, traînant d'un camp à l'autre sans possibilité d'évasion, il était toujours sans nouvelles de "Jean Louis " quand il fut transféré au Stalag XII<sub>A</sub> à Limbourg-sur-Lahn, et placé dans un campement de sous-officiers, refusant tout travail à l'Allemagne nazie. A l'intérieur du camp, il tenta d'organiser l'opposition au régime hitlérien.

Malade, il fut transféré au Lazarett de Coblenz dans les pires conditions. Dans cet "hôpital", il servit de cobaye à des médecins français, lesquels, sur ordre, mais avec son plein consentement, lui créèrent un double pneumothorax à quelques jours d'intervalle, opération - subie par cinq précédents patients polonais, tous morts - à laquelle il survécut.

Rapatrié en France, il put prendre contact avec les parents de "Jean-Louis" de qui il était sans nouvelles. "Jean-Louis" alla lui rendre visite au sanatorium du Plateau d'Assy. Pour l'un et l'autre, le combat continuait.

Au moment du débarquement de novembre 1942, "Jean-Louis" demanda à René Sébille de le rejoindre à Lyon. De là, il gagna Perpignan avec " Jean-Louis " et devait passer en Afrique du Nord. Mais " Jean-Louis " qui était allé consulter à Toulouse le Colonel Noetinger reçut l'ordre de rester en France ainsi que Sébille. Ce dernier regagna donc le plateau d'Assy où il reprit ses activités de Résistance, ventilant déjà des personnalités et des spécialistes vers les filières de passage du réseau " Maurice".

Démobilisé le 6 mars 1943, il arriva à Vichy le 9. Presque aussitôt, il entra comme journaliste à la Radiodiffusion, à la " Voix de la France".

Il ignorait tout de l'ambiance de la "Capitale provisoire ". Vichy comprenait alors quelque 80 000 habitants. Parmi ceux-ci, le contingent de policiers, tant français qu'allemands, était considérable. On y avait l'impression d'être constamment surveillé, d'une part, parce que l'ennemi occupait alors la Zone Sud, et que cet ennemi tenait particulièrement à savoir ce qui se tramait à Vichy.

Beaucoup, parmi les défenseurs de l'Ordre Nouveau, voyaient mollir leurs convictions Pétainistes. Ils étaient loin de leur enthousiasme de 1940 pour le régime maréchalesque. Certains cherchaient une "porte de sortie honorable". Miliciens et "Gestapistes" ne les suivaient pas sur ce plan ; les " nouveaux messieurs " non plus. Ces derniers, fort de leurs prébendes acquises dans la défaite, devenaient les meilleurs auxiliaires des forces de répression.

Le poste qu'occupait René Sébille à la "Voix de la France" lui permettait de bien voir et de beaucoup entendre. L'ambiance y était particulièrement chaleureuse. Le directeur en était Léon Boussart, ex-grand reporter à "l'Intransigeant", patriote sans tache. Il démissionna à l'instant de l'ascension de Philippe Henriot, puis fut interné. Son adjoint était Jehan Knall-Demars, l'un des protagonistes de l'enlèvement de l'eau lourde en Norvège. Il fut déporté ainsi que son frère.

La "Voix de la France" émettait en direction de l'étranger et des possessions lointaines. Sébille était chargé de la mise en ondes d'articles très anodins. Il donnait également des reportages et articles à un hebdomadaire sportif " Sport, la vie en plein air".

" Jean-Louis" venait quelques fois lui rendre visite. Sébille, lui, collectait tous les renseignements possibles. Il put alors en fournir aux différentes légations, Portugal, Hongrie, Roumanie. Grâce à certains de ces diplomates; des liaisons furent établies. Il expédiait aussi vers Perpignan des personnalités dont la présence à Alger était souhaitée.

En outre, il participa à la première tentative d'évasion



du Général de Lattre. C'est lui, qui, au nom de " Jean-Louis" prit des contacts avec Mme De Lattre dans ce but.

Par ailleurs, Valls de Gomis, ayant des relations dans le Nord de la France, y créa une antenne de renseignements. Cette antenne, prenant de l'importance, s'étendit vers le Cotentin où elle se joignit au groupe de Laigle.

Les agents du réseau étaient divisés en trois catégories désignées par les symboles suivants :  $P_2$ ,  $P_1$ ,  $P_0$ .

La catégorie  $P_2$  représentait les agents permanents du réseau qui, ayant abandonné toute activité rémunérée, devaient être payés par le réseau.

Cette première catégorie se subdivisait en deux ; elle comportait, en premier lieu, les " chargés de mission de première classe" qui étaient assimilés au grade de capitaine et en touchaient la solde ; et les " chargés de mission de seconde classe " qui correspondaient au grade de lieutenant. En second lieu, cette première catégorie d'agents  $P_2$  comprenait les " chefs de mission ", eux-mêmes divisés en deux sous-groupes.

Le Chef de Mission de 1ère classe était assimilé au grade de Lieutenant Colonel et celui de 2ème classe au grade de Commandant.

En outre, il y avait les agents  $P_1$  qui étaient des agents permanents, non payés et bénévoles.

Enfin, les agents occasionnels étaient immatriculés en  $P_0$ .

La répartition des différentes catégories d'agents à l'intérieur des groupes du réseau était variable comme le montre le tableau fourni par le Colonel Cavarrot au lendemain de la guerre à la "Commission d'homologation des FFC DEC".

Tableau tiré du rapport du Colonel Cavarrot au  
Service National d'homologation des  
FFC      DEC

ENCADREMENT DU RESEAU

a) Commandement et éléments rattachés

- chef de mission : 1
- chargé de mission de 1ère classe : 2
- "          "          2ème classe : 2
- "          "          3ème " : 2
- "          "          4ème " : 1
- "          "          6ème " : 6

b) groupe "Maurice I" ( Valls de Gomis )

- chargé de mission de 1ère classe : 1
- "          "          2ème " : 2
- "          "          4ème " : 1
- "          "          5ème " : 3
- "          "          6ème " : 5

c) groupe "Maurice II" ( L'Aigle )

- chargé de mission de 2ème classe : 1
- "          "          5ème " : 1

d) groupe " Maurice III" ( Fatigue )

Le chef de groupe était un agent P<sub>1</sub> ayant le grade réel de chef de bataillon. Il était assisté de 6 agents P<sub>1</sub>.

e) groupe "Maurice IV " ( Plaud )

- chargé de mission de 1ère classe : 1
- "          "          3ème " : 2

f) groupe "Maurice V" ( Jourdan )

- chargé de mission de 1ère classe : 3

- chargé de mission de 3ème classe : 1
- chargé de mission de 6ème classe : 1

g) groupe "Maurice VI" ( Embry)

- chargé de mission de 2ème classe : 1

h) groupe "Maurice VII" (Lorin)

- chargé de mission de 2ème classe : 1

i) groupe "Maurice VIII"

Ce groupe comprenait un certain nombre d'isolés qui ont été rattachés au commandement du réseau.

j) groupe "Maurice IX" (Humbert)

- chargé de mission de 2ème classe : 1

---

Par ailleurs, il faut signaler que dans chaque groupe ou presque, un certain nombre de  $P_1$  ont été classés chargés de mission de 3ème classe du fait de leur déportation.

---

Le passage des courriers avait lieu environ une fois tous les dix jours, approximativement, trois fois par mois. Le relais était pris en Espagne par les services français d'Alger. Les courriers étaient passés par des filières ou du moins des caravanes distinctes de celles des hommes désireux de gagner l'Afrique du Nord. Souvent même, pour les pourriers exceptionnels, on dépêchait un émissaire particulier.

La fréquence des passages était beaucoup plus fluctuante et se faisait en fonction de la praticabilité des pistes qui dépendait du temps ou de la surveillance des douaniers et des soldats.

Par ailleurs, l'arrivée de volontaires pour l'Afrique du Nord était elle-même très irrégulière, dépendant du danger encouru par certaines personnes et de la demande en personnel de la part de l'armée des Forces Françaises Libres. On peut dire que le maximum de passages a été environ de quarante passagers en une semaine.

Pour la transmission des courriers, en particulier à Paris, avait été mis au point un service ingénieux de "Boîtes aux Lettres".

Il s'agissait, en fait, d'une idée très simple mais très efficace.

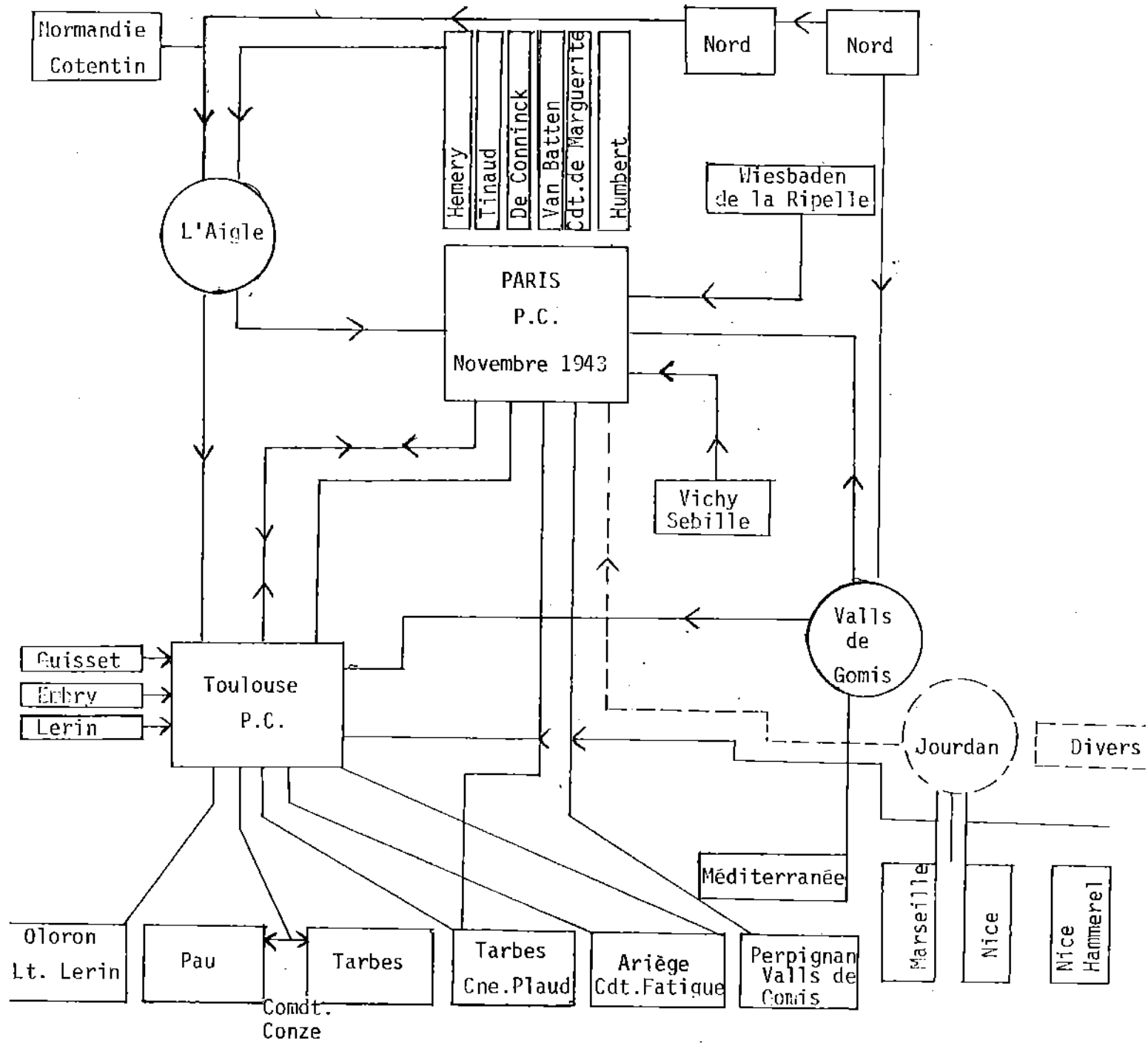
Il fallait, tout d'abord, rechercher des immeubles qui n'avaient ni concierge, ni gardien et qui possédaient des boîtes aux lettres dans le hall. A côté des boîtes à lettres déjà existantes, on en rajoutait une pour le réseau avec un nom factice. Avant de l'utiliser, il fallait observer les réactions des gens de l'immeuble. S'ils ne s'apercevaient de rien, on plaçait un papier quelconque à l'intérieur de cette boîte aux lettres, puis on examinait à nouveau les allées et venues pendant quelques jours. Si personne ne prenait le papier et si l'on ne remarquait rien d'anormal, la boîte aux lettres était mise en service pour le réseau.

En cas de danger, la boîte aux lettres était enlevée et placée dans un autre immeuble. Parfois même, on sous-louait un appartement qui correspondait à une boîte aux lettres et on aménageait cet appartement pour faire croire qu'il était habité.

Il y avait une douzaine de boîtes aux lettres de cette sorte pour Paris seulement; ainsi 7 rue de Villersexel, 6, rue d'Antin, 15, rue Drouot, 2 rue Danton. Plusieurs personnes étaient chargées de les lever. Aucune ne les connaissait toutes. Elles devaient les lever une par une, c'est-à-dire ne jamais transporter le courrier de plus d'une seule. Les courriers étaient, en général, rapportés à Jean-Louis.

La plupart des courriers étaient chiffrés et parfois de façon fort simple, mais impossible à découvrir pour celui qui ne possédait pas la clef de l'énigme. Une des manières les plus efficaces et les plus simples de chiffrer consistait à se servir d'un dictionnaire, le plus vieux possible, pour être sûr qu'on ne le trouve plus en librairie et, à partir du moment où le correspondant avait exactement le même livre entre les mains, le déchiffrement devenait alors un jeu d'enfant. Il suffisait de numéroter la page correspondant au mot et le nombre correspondant au nom, en partant du principe que chaque nom en haut de page portait le numéro 1, le suivant le numéro 2

RESEAU "MAURICE"



LEGENDE

EN VERT : RENSEIGNEMENTS

EN ROUGE : EVASION



etc... Un jeu d'enfant ... à condition d'avoir deux dictionnaires de la même édition et de la même année.

Nous avons vu qu'un certain nombre d'agents du réseau étaient des agents permanents, ayant tout donné pour le réseau, mais en attendant tout, y compris de quoi vivre.

En outre, la plupart des activités du réseau nécessitaient des fonds importants.

Ces problèmes se sont passés avec plus ou moins d'acuité pour tous les réseaux, mais le cas de "Maurice" est assez particulier en la matière.

En effet, le financement de l'ensemble des activités du réseau était assuré par les fonds issus de l'ancien C.D.M. qu'avait dirigé le Général Mollard avant son arrestation.

Ces fonds étaient destinés à permettre aux agents et aux passeurs de vivre sans avoir à compter sur une autre activité que celle qu'ils pratiquaient au sein du réseau. La plupart avaient, certes, une activité particulière, ne serait-ce que pour mieux cacher leur activité réelle de résistant, mais les fonds qui servirent pour le réseau "Maurice" furent toujours fournis par le C.D.M.

D'où venaient les fonds de cette organisation chargée du Camouflage du Matériel ? Il faut voir, en premier lieu, d'où provenait le matériel. Il avait plusieurs origines ; c'était soit du matériel qui avait été mis de côté au moment de l'armistice par des initiatives particulières, soit du matériel camouflé par les formations de l'armée, soit, surtout, du matériel prélevé dans les dépôts du Service de l'Artillerie, avant qu'il ne soit livré aux allemands dans les dépôts sous contrôle.

Le problème qui se posait alors était celui de savoir ce qu'on allait faire du matériel ainsi camouflé ou dérobé. Il était stocké dans divers locaux ou mis à la disposition des services de C.D.M. Souvent, on pratiquait la location sans que les locataires fussent au courant de la provenance du matériel qui leur était fourni.

Maintes fois, les véhicules automobiles firent l'objet de locations-contrats avec des sociétés de transports et des sociétés industrielles ; d'autres véhicules étaient placés chez des particuliers et étaient préalablement munis, dans la mesure du possible, de faux papiers, leur donnant une apparence de véhicules privés.

C'est à partir des fonds que procuraient ces locations ou ces ventes de matériel que le réseau pouvait payer ses membres.

Il est certain que, dans ce genre de commerce, les affaires les moins rentables n'étaient pas celles qui consistaient à s'emparer d'un véhicule allemand, à en modifier quelque peu l'apparence extérieure pour le vendre ensuite aux autorités allemandes.

Tous les agents de la catégorie P<sub>2</sub> furent payés grâce à ces fonds, ainsi que les passeurs ; mais, en outre, ceux-ci, comme tous les frontaliers ou presque, tiraient de bons profits de la contrebande qu'ils effectuaient assez régulièrement d'un côté à l'autre des Pyrénées et dans les deux sens, les produits manquant d'un côté et de l'autre des Pyrénées n'étant pas les mêmes.

Les passagers français, qui étaient dans l'obligation de quitter le territoire métropolitain, voyaient leur voyage payé dans la mesure où ils acceptaient et faisaient le serment de s'engager dans l'armée, une fois gagnée l'Afrique du Nord. Autrement, et cela n'arriva que très rarement, ils devaient eux-mêmes payer leurs frais de passage.

Quant aux frais de passage des aviateurs anglais et américains, ils étaient réglés par les services anglais de Barcelone.

#### Mission Montel

---

Après avoir analysé la manière dont fonctionnait le réseau "Maurice " au lendemain de l'arrestation de son fondateur, il faut continuer d'en étudier l'histoire.

Au moment de l'arrestation du Général Mollard, une mission



vers Alger avait été prévue, celle de Pierre Montel, alias "Humbert" pour le réseau.

Pierre Montel franchit les Pyrénées par la filière de Perpignan dont le signe de reconnaissance était "Louis Brun". Ce fut le groupe "Maurice I" qui dut s'occuper du passage de cet émissaire du réseau. Le franchissement des Pyrénées fut particulièrement pénible et Manolo, qui accompagnait ce convoi d'importance, dut, à plusieurs reprises, aider Pierre Montel au cours du voyage.

Dès son arrivée à Barcelone, "Humbert" envoya un message codé à "Jacques", c'est à dire au Colonel Cavarrot, afin de lui rendre compte des conditions dans lesquelles se déroulait le début de sa mission.

Voici le contenu de ce message daté du 25 septembre 1943 :  
 " bien arrivé à Barcelone après un voyage sans incident mais très pénible. Aussitôt pris contact avec "Auguste" ( Chef des Services Français de Barcelone ) et avec l'adjoint d'"Ali" ( Colonel Malaise Chef des Services Français de Madrid) qui a été arrêté à la frontière, d'où cette pagaille.

La situation que vous ignoriez absolument est la suivante : impossible, même pour moi de recevoir des papiers d'identité, lesquels doivent être régulièrement établis par Alger, en accord avec les autorités espagnoles. On est susceptible d'être arrêté à chaque instant, mis en camp ou en prison, et, en sortant, on a la seule situation de réfugié avec interdiction de quitter Barcelone.

Sur ordre d'Alger, on doit freiner considérablement tous les passagers, d'où service se rétrécissant sans cesse. Madrid n'accepte pas de personne non habilitée directement par Alger.

En présence de tout cela, et en accord avec l'adjoint d'"Ali", je pars demain pour Madrid et de là pour Alger.

J'espère revenir ici avec tous ordres et papiers officiels de Giraud et je vous aviserai aussitôt d'autant que j'essaie de me cramponner à l'affaire catalane.

Si, contre mon attente, on me garde à Alger pour un autre travail, civil ou militaire, vous en serez informé".

Dans un autre message légèrement postérieur puisqu'il est daté du 5 octobre 1943, "Humbert" donne un plus ample compte rendu de la situation en Espagne et des buts de sa mission.

En voici les extraits essentiels :

" "Ali", arrêté puis évadé. Du fait difficultés faites par les autorités espagnoles, de nombreux officiers sont en panne depuis longtemps en Espagne ...

... La situation matérielle de ces officiers est mauvaise et indigne du prestige de notre armée ; vingt pesetas par semaine sans distinction de grade ni de situation. Leur situation morale n'est pas brillante non plus, surtout à Barcelone. C'est mieux à Madrid et à Sarragosse. Je pars à Alger via Gibraltar demain et espère revenir sous trois semaines. Vous rendrai compte".

" Buts de mon voyage à Alger ...

1° avoir confirmation de ma mission et les moyens matériels de l'exécuter : identité et habilitation officielle de Madrid.

2° être adjoint à Monseigneur Boyer-Mas, Directeur de la Croix-Rouge, pour m'occuper matériellement et moralement des officiers Français sur tout le territoire espagnol. Obtenir indemnités d'équipement et de séjour convenables.

3° être habilité pour suivre la question catalane sous ses trois aspects possibles actuellement

- liaisons et courriers )
- renseignements ( en France.
- actions individuelles )

La contre-partie, ( sort des catalans dans les camps de concentration installés en France ) est d'ordre politique. Elle sera posée à Alger".

Ces deux messages nous renseignent sur plusieurs points de première importance.

D'abord le message du vingt cinq septembre confirme que les filières du réseau sont sûres puisque le voyage s'est passé, nous dit "Humbert", "sans incident" ; mais le franchissement des Pyrénées n'en reste pas moins une épreuve " très pénible " .

Ceci mis à part, ces deux messages présentent l'avantage de nous décrire brièvement la situation en Espagne.

Le franchissement des Pyrénées, pour pénible qu'il puisse être, s'avère comme une étape liminaire sur le chemin de la liberté ; car, en territoire espagnol, bien des épreuves attendent ceux qui veulent gagner l'Afrique du Nord.

Certes, on a vu le Colonel Noetinger, puis Fourcade, accomplir des missions en Espagne pour tenter de résoudre le problème des passages avec l'aide des Services Français de Barcelone et Madrid, agissant sous couvert de la Croix Rouge, ainsi qu'avec l'assistance des Consuls britannique et américain.

Néanmoins, le tableau brossé par "Humbert" des difficultés rencontrées dans la péninsule ibérique est impressionnant. A chaque instant, les passagers couraient le risque de se voir incarcérés ou mis en camp de concentration, ou bien encore d'être assignés à résidence avec interdiction de quitter une ville.

En outre, de mauvaises conditions de vie attaquaient le moral des officiers, qui, pour comble de malheur, apprenaient au même moment qu' " Alger freinait considérablement les passages, ce qui reculait d'autant leur espoir de quitter prochainement l'Espagne pour l'Afrique du Nord" .

Un message d'un autre agent du réseau destiné au Colonel Malaïse alias "Ali", reçu quelque temps avant l'arrestation de ce dernier, fournit une explication plausible de ce freinage des passages.

" nombreux officiers de notre organisation sollicités par diverses voies partir Afrique. Ces départs gênent notre action et sont nuisibles au moral de ceux qui restent par devoir. Vous demande intervenir pour limiter ces départs".

Il est clair que ce n'est pas une surabondance d'effectifs ou d'officiers dans l'armée d'Afrique du Nord qui a pu motiver ce ces mesures de freinage des passages. Elles seraient plutôt dues aux difficultés rencontrées auprès du Gouvernement Espagnol pour obtenir des papiers en règle pour les passagers.

De plus, comme le dit "Humbert", une " certaine pagaille" s'est installée en Espagne dans les Services Français à cause de l'arrestation d'"Ali".

Certes, un autre message, daté du 7 octobre et envoyé par "Jacques" ( Colonel Cavarrot) à "Humbert" nous apprend qu'"Ali" a réussi à s'évader de la citadelle de Perpignan avec cinq autres prisonniers " ; mais le problème n'est pas si simple, car ce même message du 7 octobre 1943 poursuit :

" deux sur les six évadés sont pistés sans que nous sachions lesquels. Tenir cette évasion secrète surtout vis-à-vis d' d'"Auguste", car le dénommé Christian, à la solde de "Auguste " et qui revient de Barcelone est fortement suspecté par notre service de contre-espionnage, d'être responsable de l'arrestation de Malaise. Jusqu'à nouvel avis, grosse méfiance vis-)-vis "Auguste". Prévenez Manolo".

On comprend aisément qu'une telle situation n'était pas faite pour accélérer les passages.

Peut-être aussi, faut-il voir là l'action des Gaullistes, qui, mieux implantés à Alger, ne tenaient pas à voir les cadres de l'armée française métropolitaine dans leur majorité Giraudistes, occuper tous les grades essentiels de l'armée d'Afrique du Nord

Parallèlement à cette situation assez troublée, "Humbert" expose dans ces deux messages les buts de sa mission. A ce sujet, il est assez clair.

D'abord le but de sa mission en Espagne est l'organisation et l'accueil des passagers et des pistes du réseau, l'accélération de leur départ en Afrique du Nord et la transmission des renseignements. En outre, il va tenter de se faire reconnaître comme représentant officiel du réseau "Maurice" auprès du Gouvernement d'Alger et de faire admettre le réseau comme avant-garde en France de l'armée d'Afrique du Nord.

Par contre "Humbert" est beaucoup moins explicite quand il dit " qu'il va tenter de se cramponner à l'affaire catalane". Son second message nous éclaire un peu à ce sujet, énonçant clairement d'un côté ce que font les catalans dans le cadre de la résistance (courriers, passages, renseignements ) et moins nettement de l'autre " la question politique qui sera posée à Alger".

Certes, il tentera de résoudre le problème " des catalans internés dans les camps de concentration français", mais ce problème catalan, auquel "Humbert" veut se cramponner, est plus complexe encore que cela. Il faut tenir compte, en effet, des revendications autonomistes catalanes pour la fin de la guerre ; dans l'immédiat, la vraie mission de Montel semble consister dans des propositions catalanes à présenter à Alger afin de créer une tête de pont de l'armée française en Roussillon.

En fait, cette partie de la mission de Montel se situe en dehors du cadre du réseau "Maurice", car le Colonel Cavarrot n'a jamais demandé à "Humbert" de soutenir les thèses ou les revendications catalanes auprès d'Alger. Cette partie de la mission aurait donc, pour origine, le passage de "Humbert" en Catalogne et peut-être plus précisément dans le groupe des Catalans de "Maurice I".

Voici ce qu'allait proposer Pierre Montel à Alger : en vue du débarquement qui était désormais considéré comme proche, il était question de créer une tête de pont en Roussillon, entre Cerbère et Narbonne, dont la partie comprise entre Cerbère et Perpignan serait commandée par Manolo et combattrait sous drapeau catalan. Pour donner davantage de poids à cette avant-garde, on comptait sur le ralliement des gendarmes et des gardes mobiles.

Arrivant le dix octobre à Alger, "Humbert" fit part de cette mission au Gouvernement. Le Général de Gaulle ne put accepter ces propositions pour deux raisons. D'abord, à aucun prix, il ne voulait scinder la Résistance française en divers partis, lui qui faisait, au contraire, tout pour parvenir à l'unifier ; donc le combat, mené par les Résistants en France, devait se livrer sous drapeau français. Ensuite, quand bien même il aurait abondé dans le sens de cette proposition, le Général de Gaulle n'aurait pu lui donner suite, car il n'avait pas le pouvoir nécessaire pour décider de la création d'une tête de pont dans le Roussillon, décision qui dépendait, en fait, de l'Etat-Major allié.

Finalement, "Humbert" resta quelque temps à Alger comme représentant du réseau et il fut incorporé, avec son grade de Lieutenant Colonel, à l'Etat-Major du Général de Lattre de Tassigny qui avait, lui-même, peu de temps avant, utilisé les filières du réseau pour son Etat-Major.

Entre temps, le réseau avait dû changer l'emplacement de son poste de commandement qui fut installé à Paris de façon définitive.

Malgré différentes missions et différentes réalisations, les problèmes du réseau ne perdaient ni de leur acuité ni de leur importance.

Ainsi, Alger se faisait de plus en plus pressant quant aux demandes de spécialistes pour l'armée à un moment où le Reich, conscient du " renversement de la marée ", s'accrochait avec plus de vigueur aux points stratégiques, rendant, par là, plus difficiles tous les passages, de quelque ordre qu'ils fussent. Deux messages de Giraud

datés respectivement du 30 Octobre et du 2 novembre en témoignent :

- " A recruter en France ; ordre d'urgence.
- montage et entretien du matériel et auto.
- conducteurs chars et autos, poids lourds.
- spécialistes matériel aviation.
- chefs de chars et chefs de section infanterie
- radios marine et armée.
- pilotes d'aviation.
- parachutistes.

La catégorie n° 1 est et restera la plus urgente et la plus indispensable".

" le 2 novembre : ordre Giraud, acheminer mécaniciens moteurs, et ajusteurs autos chars".

Pendant une courte période, ces ordres furent particulièrement difficiles à exécuter car, entre le 30 octobre et le milieu du mois de novembre, le changement d'adresse du Poste de Commandement perturba les liaisons avec les différents groupes.

Néanmoins, le Colonel Cavarrot, après son installation, 6 rue du Foin à Paris, continua à diriger le réseau avec "Jean-Louis" sous le nom de "Campan" et toujours sous le qualificatif de "Jacques" pour Alger.

L'élimination par de Gaulle du Général Giraud aurait pu, un moment, poser quelques problèmes pour l'unité du réseau pour le cas où il serait resté quelques Giraudistes invétérés parmi ses membres ; heureusement, il n'en fut rien et le fait que de Gaulle assume seul la direction de la politique simplifia même le travail du réseau.

Jusqu'à l'élimination de Giraud, en effet, le réseau "Maurice" n'envoyait à Alger que les hommes, fournissant surtout les renseignements à Londres qui seule était capable d'en tirer profit.

Quand de Gaulle prit la direction du Comité Français de Libération Nationale, tous les renseignements ne nécessitant pas une exploitation immédiate furent envoyés à Alger. Les renseignements qui demandaient une action rapide, comme par exemple une proposition de bombardement sur un objectif précis, étaient toujours transmis à Londres par souci d'efficacité. C'est désormais l'urgence qui entraînait les changements de direction pour l'exploitation des renseignements.

La disparition du Général Giraud de la scène politique proprement dite eut pour résultat de "sceller l'alliance de la France Libre et de la Résistance intérieure".

Cela s'est réalisé en deux étapes. Ceux, en effet, qui, bien qu'opposés à la politique de Vichy et à la soumission au nazisme, n'osaient pas passer du côté des rebelles et de la dissidence, n'hésitèrent pas trop à suivre le Général Giraud.

Giraud avait recruté la plus grande part de ses disciples dans la droite française qui, par essence inclinait vers le paternalisme et la germanophobie. L'Etat Français donnait satisfaction à la première pente, mais la collaboration contrariait la seconde. Giraud permit le retour à une attitude plus proche de la tradition". (H. Michel).

Giraud disparaissant, ceux qui l'avaient soutenu et qui étaient trop opposés aux communistes pour se rallier à eux, ne pouvaient plus désormais que se rallier au Général de Gaulle. Pour les militaires du réseau, il n'y eut plus de cas de conscience, car ils avaient suivi Giraud qui, lui-même, avait "accepté" la suprématie du Général de Gaulle.

Dans le conflit qui l'avait opposé à Giraud et aux Américains, de Gaulle avait eu initialement l'appui de l'U.R.S.S. et des communistes ; mais de Gaulle se méfiait du Parti Communiste qui continuait, en fait, à jouer son propre jeu, refusant d'intégrer les " FTP aux FFI ".



La "liquidation" de Giraud de la direction du "CFLN" entraîna, nous l'avons dit, une plus grande unité des différentes formes de Résistance.

Au niveau du réseau "Maurice", cela se traduisit par la poursuite, l'amélioration et l'intensification des relations avec des réseaux de résistance civile et avec les "FFI". Ainsi, le réseau "Maurice" a aidé de diverses manières, c'est-à-dire soit financièrement, soit en armement, soit en établissant des faux papiers, des maquis de F.F.I. et F.T.P. dans la région de Pont-St-Esprit, le groupe F.F.I. de la Seine commandé par le Général Lizé et le Général de Beauchêne, ainsi que par l'intermédiaire de Maurice Clavel, les F.F.I. d'Eure-et-Loir commandés par le Colonel Marc O'Neill.

Jean-Louis avait, en outre, le contact avec Claude Bourdet, membre du C.N.R. et la liaison avec l'O.R.A. par le Colonel Conze. Il était aussi en rapport avec Jacques Billiet, membre du P.C. dont le père était Conservateur de musée.

Peu à peu le réseau prit une ampleur qu'il n'avait encore jamais connue. C'est ainsi qu'au mois de janvier 1944, se constitua à Paris le groupe Fichard, spécialisé dans le contre-espionnage, dont un noyau se trouvait à la Préfecture de Police. C'est également à cette époque, que le réseau se composa de neuf groupes, de "Maurice I" à "Maurice IX", chacun ayant une fonction particulière dans une région donnée.

En ce début d'année, malgré la diversification des activités du réseau, les difficultés devinrent de plus en plus grandes, par suite du renforcement de la présence allemande le long des Pyrénées.

Dès lors, ce fut presque le "vide absolu" du côté de l'Espagne. Cela posa des problèmes évidents pour l'acheminement des courriers en particulier, dont on ignorait s'ils arrivaient à bon port. Aussi, pour remédier à une telle situation, le Colonel Cavarrot décida-t-il d'envoyer en Espagne un chargé de mission, Jean Sauvan, pour prendre contact avec les services

du successeur du Colonel Malaise.

---

Pour la seconde fois, le poste de commandement dut changer de place à Paris, à cause d'une affaire bizarre : le 29 avril, en effet, rue Royale, un français, Vincent Grand, fut tué, et un agent de la Gestapo, Peters, blessé. Cette affaire, non éclaircie en ce qui concerne la relation avec "Maurice", entraîna l'abandon du PC, qui fut transféré rue Danton.

Ce nouveau changement d'adresse ne s'avéra pas inutile.

En effet, le jeune Paul Cavarrot, qui servait d'agent de liaison, se rendant après l'évacuation du PC rue du Foin, pour y récupérer des documents camouflés qui y avaient été oubliés, croisa, en repartant, des agents de la Gestapo. Peu après, des scellés furent mis à l'ancien PC : l'alerte était donc bien réelle, mais il n'y eut pas de suite.

### Création du réseau "Ail"

A la suite du renforcement de la surveillance allemande dans les Pyrénées, les passages devinrent plus périlleux et, par conséquent, moins nombreux.

"Jean-Louis" chercha alors le moyen d'utiliser au mieux les possibilités du réseau "Maurice", dont d'importantes antennes de renseignements couvraient jusqu'au nord de la France.

La solution, alors que l'intensité et la fréquence des passages se restreignaient chaque jour davantage, était, dès lors, de se tourner plus résolument vers le renseignement.

Des problèmes nouveaux et d'importance se posèrent au réseau dont l'essentiel de l'activité n'était pas encore tourné vers le renseignement.

Le point le plus délicat n'était pas celui de la centralisation des renseignements mais celui de leur transmission qui devait, du fait de l'accélération des événements, se faire de façon très rapide. Or, le réseau ne possédait pas un matériel de transmission suffisamment important pour faire parvenir les renseignements recueillis dans les meilleures conditions.

Au début du mois de mars 1944, "Jean-Louis" rencontra à Vichy Satine, agent du réseau "Alibi", qu'il connaissait personnellement.

"Jean-Louis" l'avait rencontré dès 1940, lorsque Monsieur Tocqueville, qui était inspecteur des finances s'occupant des problèmes de la Commission d'armistice, l'avait pris à son service comme archiviste.

C'est à la demande de son oncle, le Colonel Noetinger, que "Jean-Louis" avait cherché à Vichy un travail lui permettant d'obtenir des renseignements sur les travaux de la commission d'armistice de Wiesbaden. Il avait accès aux archives par ce travail, et pouvait faire parvenir, à son oncle, les documents qu'il estimait les plus importants pour le compte de la Résistance.

Nous avons vu que le Colonel Noetinger se chargeait ensuite de faire parvenir ces documents jusqu'à Londres par l'intermédiaire de la station de l'aéropostale de Toulouse.

Ayant rencontré Satine, "Jean-Louis" lui exposa les problèmes rencontrés par le réseau "Maurice" dans le domaine particulier du renseignement. Satine conseilla à "Jean-Louis" de rencontrer le Colonel Charaudeau, chef du réseau "Alibi", avec qui il lui ménagea un rendez-vous.

Sans entrer dans le détail, il faut, toutefois, faire un bref tour d'horizon du réseau "Alibi" pour comprendre l'intérêt de cette rencontre.

Le Colonel Charaudeau était le chef d'un réseau de renseignements militaires qui fonctionna de juillet 1940 à la Libération.

En 1940, Charaudeau, déjà chargé d'effectuer du renseignement sous couvert d'un poste d'attaché de presse à l'Ambassade française en Espagne, rencontra deux agents de l'"Intelligence Military Service".

Dès lors, et au milieu de bien des péripéties, il travailla comme chef d'un réseau de renseignement qu'il organisa, peu à peu, sous le nom de réseau "Alibi", en dépendance de l'I.M.S., mais sans aucun rapport avec de Gaulle.

Les fonds et le matériel provenaient directement de Grande-Bretagne par avion et par mer. Ainsi, le réseau "Alibi" réussit-il à compter, en France, pas moins de dix sept postes émetteurs dont chacun portait le nom d'un poison.

Or, ces postes émetteurs qui permettaient un acheminement rapide des renseignements recueillis, étaient justement ce qui faisait défaut au réseau "Maurice" pour en faire un réseau efficace dans cette spécialité.

En plus de ce système perfectionné de radio disséminé un peu partout en France, le réseau "Alibi" avait à sa disposition pour le passage des documents urgents une vedette lance torpilles, qui pouvait rallier la Grande-Bretagne à l'Île Grande en un temps record, ainsi qu'un service d'avions dont les atterrissages étaient réguliers, compte tenu toutefois des caprices de la lune.

Les relations et la concurrence des réseaux français et anglais sur le territoire français furent un problème important de la résistance. Le réseau "Maurice" eut à y faire face et l'on peut même dire qu'avec le Giraudisme, c'est le problème le plus ardu qu'il eut à résoudre. Tout comme le précédent, pourtant, il eut une issue heureuse.

En avril 1944, eut lieu à Paris, rue Danton, une rapide entrevue entre le Colonel Charaudeau et "Jean-Louis". Ce dernier exposa ses problèmes et, rapidement, le Colonel Charaudeau prit une décision : la partie sud du réseau "Maurice", essentiellement consacrée au passage, ne l'intéressait pas pour y pratiquer le renseignement ; mais, par contre, il était d'accord pour créer le réseau "Ail", à partir des sections du Nord, de la Somme, du Pas-de-Calais et du Cotentin de "Maurice".

Avec l'accord du Colonel Cavarrot, "Jean-Louis" en serait le chef et, avec onze hommes du réseau "Maurice", il formerait l'ossature de ce nouveau réseau de renseignements composé de trente deux mètres.

Le passage des renseignements s'effectuerait comme pour le réseau "Alibi" par radio, par air et par mer. Le réseau "Ail" serait uniquement chargé de renseignements d'ordre militaire et n'aurait pas à s'occuper des documents d'ordre politique. Le réseau fonctionna de la sorte pendant un mois, de fréquents rendez-vous étant pris entre "Jean-Louis" et Charaudeau.

C'est par ce genre de contacts et par ces regroupements que les rivalités et les mésententes entre réseaux français et anglais de Londres, c'est-à-dire entre le "B.C.R.A." et l'"Intelligence Military Service", furent supprimées ou aplanies.

Grâce à ces contacts à la base, c'est-à-dire au niveau des agents ou des chefs locaux, les divergences furent amoindries et la coopération, atteignant peu à peu par propagation tous les niveaux, atténua des réactions qui auraient pu parfois être néfastes.

Les Services anglais devaient une partie de leurs renseignements aux Services Français et, réciproquement, ces mêmes Services français ne pouvaient transmettre les renseignements recueillis que par l'intermédiaire des Services anglais. Cette osmose restreignit ou, parfois, annihila des oppositions qui, pour ne pas être irréductibles, n'en étaient pas moins dangereuses pour la cause de la Résistance et la Libération du territoire national.

Les groupes du réseau "Maurice" qui s'étaient spécialisés dans les activités d'évasion, ou plutôt de passage, connurent des moments difficiles et, par exemple, le groupe "Maurice V" dit "Jourdan" passa le premier mai 1944 au réseau "Samson".

Ce réseau était particulièrement bien implanté dans la région qui couvrait le même secteur que "Maurice V", à savoir la côte méditerranéenne de Marseille à la frontière italienne. Il fallut en assurer la liquidation pour régulariser la situation.

C'est au milieu de ces difficultés et de ces espoirs nouveaux que faisait naître la certitude d'une victoire prochaine que le réseau eut à supporter une nouvelle perte de grande importance, celle du bras droit du Colonel Cavarrot : "Jean-Louis".

#### Arrestation de "Jean-Louis" et ses conséquences

Chargé d'assurer les liaisons entre les différentes sections du réseau, "Jean-Louis" était souvent amené à se déplacer. Se livrant, nous l'avons dit, au renseignement dont la condition "sine qua non" est le secret, et, en même temps, au recrutement des personnes qui devaient gagner l'Afrique du Nord, activité évidemment publique, il savait qu'il s'était lancé, on peut dire à corps perdu dans ces activités de Résistance à l'occupant et que son arrestation n'était plus qu'une question de mois, de semaines, de jours.

Aussi "Jean-Louis" prépara-t-il, de façon quasi machiavélique, son arrestation qui, pour lui, apparaissait inéluctable et dans la logique des choses.

Il savait pertinemment que, sous la torture, il est presque impossible de ne pas parler. Or, il savait



également que le jour où il serait pris, il ne serait pas épargné. Il devait donc être en mesure de parler et de fournir des renseignements à ses éventuels tortionnaires - mais pas de faux renseignements, car ses interrogateurs auraient vite fait, par confrontation de ses réponses, de s'apercevoir s'il mentait ou non. - C'est pourquoi "Jean-Louis" décida de préparer à froid son arrestation.

Voici de quelle manière :

Certains passagers pour l'A F N qui étaient ou non recherchés par l'occupant n'avaient aucun lien de famille qui les retenait en France. "Jean-Louis" leur demanda la permission, une fois qu'il aurait eu connaissance de leur arrivée, de pouvoir donner, en cas d'arrestation, leur ancienne adresse et d'autres précisions inoffensives. A ce moment, la gestapo régionale irait enquêter sur place et, par les renseignements obtenus, s'apercevrait rapidement que les indications fournies par "Jean-Louis" étaient exactes et que la personne en question, bien qu'absente de son domicile, avait bien été en relation avec le réseau ou même en avait fait partie.

Pour pratiquer ce genre de défense qui permet, en quelque sorte, de diriger son propre interrogatoire, il faut également tenir compte du fait que les Gestapos régionales étaient très compartimentées et ne se fournissaient entre elles que peu de renseignements, chacune voulant, à cause d'une prime importante, arrêter les résistants notoires.

En cas d'arrestation, il faudrait donc donner des noms de personnes ayant été en relation avec le réseau, mais ayant habité des lieux d'abord éloignés de l'endroit où se déroulerait l'interrogatoire et ensuite éloignés les uns des autres. Cela ferait gagner du temps et permettrait aux membres du réseau de prendre les dispositions nécessaires pour s'éparpiller dans la nature.

Tel était le plan de "Jean-Louis" pour le cas où il serait fait prisonnier. Il ne devait pas tarder à devoir le mettre à l'épreuve. Dans chaque endroit où il se trouvait, il pensait à ce qu'il pourrait dire en cas d'arrestation. Ce n'était pas là une psychose obsessionnelle de l'arrestation, mais plutôt une adaptation systématique de sa condition à la réalité.

Déjà à plusieurs reprises, "Jean-Louis" avait échappé de peu à l'arrestation, à Pont Saint Esprit où habitaient ses parents, à Riom, lors d'une tentative d'évasion du Général de Lattre de Tassigny, à Perpignan, à Toulouse ...

Au début de 1944, le principal des correspondants du réseau "Maurice", dans la région de Pont Saint Esprit, avait été arrêté et torturé par la Gestapo. Il n'avait pu résister aux interrogatoires que les allemands lui avaient fait subir et il avait fini par donner le moyen de joindre "Jean-Louis" à PARIS.

La torture est un acte effroyable à double titre ; d'abord parce qu'elle aboutit, en dépassant les limites

des forces humaines, à faire avouer n'importe quoi à n'importe qui, en dehors de toute notion de vérité et de libre arbitre, ensuite parce qu'elle rabaisse l'homme qui l'impose à un niveau de bestialité de nature à l'écarter à jamais des disciplines humaines et de la notion même de civilisation.

Aucune morale, aucune idéologie, aucune politique ne doit s'imposer par la torture, sous quelque aspect qu'elle puisse se présenter, quand bien même elle aurait soi-disant pour but le bonheur des hommes. Si le bonheur des uns doit passer par la torture des autres, ce bonheur ne peut être qu'une tache de sang qui ne sèche jamais complètement.

Le 28 mai arrivèrent au restaurant de la "Table du Roy" deux hommes qui demandèrent à voir le patron qui était en fait un membre du réseau et servait de liaison pour ses membres.

Ces deux hommes se présentèrent comme étant de Pont Saint-Esprit et demandèrent à voir "Jean-Louis" car, dirent-ils, des faits importants s'étaient produits dans la région dont ils venaient et ils attendaient de nouvelles instructions. Le patron du restaurant, Jean MYARD, rétorqua aux questions qu'on lui posait sur "Jean-Louis" qu'il ne connaissait pas encore tous ses clients, venant tout juste d'ouvrir. Les deux hommes partirent donc.

Aussitôt après leur départ, le patron du restaurant téléphona à "Jean-Louis", pour le mettre au courant de la situation.

Celui-ci, tous arguments posés, allait-il se rendre à la "Table du Roy" ? Il se devait, en tant que chef de réseau, d'apporter son soutien à tous les membres de l'organisation.

Bien sûr, l'histoire racontée par ces deux hommes pouvait être un piège ; mais si c'étaient vraiment des hommes du réseau qui cherchaient à le joindre pour avoir de nouvelles directives, après l'arrestation de l'agent de Pont-Saint-Esprit ... Non, il ne pouvait plus tergiverser ; il devait tenter de rencontrer ces deux inconnus.

Deux jours plus tard, le 30 mai, "Jean-Louis" reçut, dans une de ses boîtes à lettres, un message de son correspondant de la région Manche-Cotentin, "Laigle", message rédigé comme suit : "de passage à Paris, je t'envoie mon amical souvenir". Le libellé du message, anodin pour toute personne étrangère au réseau, fit comprendre à "Jean-Louis" que, dans une autre boîte à lettres, des documents importants l'attendaient. Il partit les chercher le plus rapidement possible.

Dans le cours de l'après-midi, après avoir pris connaissance de ces documents, il passa en déposer l'original chez le Colonel Charaudeau et en conserva le double caché dans un fauteuil d'un appartement du réseau au numéro 2 de la rue Danton.

Ces documents étaient d'une importance exceptionnelle ; il s'agissait, en effet, d'un plan de la presqu'île du Cotentin, établi par le correspondant de cette région professeur de dessin de son état. Ces plans allaient, une semaine plus tard, être utilisés lors du débarquement allié en Normandie.

La Table du Roy se trouvait rue de la Chaussée d'Antin à Paris. Aujourd'hui elle n'existe plus.

Cette transmission de dossier fut le dernier acte de "Jean-Louis" en tant que chef de réseau.

Par téléphone, "Jean-Louis" était convenu avec le patron de "la Table du Roy" qu'il s'installerait dans un bar situé à une trentaine de mètres en face du restaurant. Puisque les deux hommes prétendaient le connaître, cela les mettrait à l'épreuve.

En fait, ces soi-disants agents du réseau étaient deux Waffon SS, l'un originaire de Pont-Saint-Esprit et l'autre de Paris. Ils avaient pris contact avec la Gestapo de Paris et une vingtaine de policiers allemands furent mis à leur disposition. "Jean-Louis" ne tarda pas à s'en rendre compte : à 19 heures, en effet, les deux hommes arrivèrent, non pas seuls, mais avec des voitures de police allemande, et des membres de la milice.

Avant même de lui avoir demandé ses papiers, les policiers le molestèrent. Ils prétendaient avoir sa photo et le reconnaître. Evidemment, "Jean-Louis" nia. Les papiers d'identité qu'il avait en sa possession lui permettaient de le faire.

Les policiers le traînèrent à la "Table du Roy" dont le propriétaire n'hésita pas à dire que l'homme qu'ils voulaient ainsi arrêter n'était pas "Jean-Louis", ou du moins, il croyait qu'il s'agissait d'un autre client, également familier de son établissement. Il déclara que cet homme, à sa connaissance, s'appelait Vidal, ce qui correspondait aux papiers d'identité que "Jean-Louis" avait sur lui. "Jean-Louis" soutenait qu'il était administrateur des biens juifs. Il tenta au bluff d'impressionner les policiers. Il affirma faire partie "des bons français", de ceux qui aidaient la police et alla même jusqu'aux menaces, disant

"si vous ne me relâchez pas, je sais à qui m'adresser et vous vous en repentirez".

Devant l'assurance dont il faisait montre, celle de ses compatriotes commençait à vaciller. Ils se demandaient s'ils n'étaient pas en train de commettre une erreur et semblaient sérieusement troublés.

Malheureusement, ils fouillèrent le portefeuille de "Jean-Louis" et y découvrirent une photo. Anodine, cette photo : une maison, seule, sans aucun personnage ... C'était la maison de ses parents à Pont Saint-Esprit.

Cette simple photo à laquelle il était très attaché car elle représentait pour lui, son enfance, sa famille, cette photo qui le rattachait au passé et qu'il voulait revoir libre dans l'avenir, cette photo donc, allait le conduire aux pires souffrances, aux pires tortures ...

En effet, un des deux hommes qui avait déjà enquêté à Pont Saint-Esprit reconnut la maison des parents de "Jean-Louis".

Dès lors, ce fut l'effondrement de tous ses arguments de défense. Il lui devenait impossible de nier. Il avait suffisamment prévu et préparé cette arrestation depuis des années, pour tenter d'y faire face peut-être avec courage, mais surtout avec astuce.

Rue des Saussaies et ensuite à Pont-Saint-Esprit où il fut conduit pour être confronté avec celui qui l'avait fait capturer pour n'avoir pas pu résister à la torture,

"Jean-Louis" dut affronter de multiples interrogatoires et des sévices : les mains attachées derrière le dos, il était à la merci de ses tortionnaires qui jouaient avec sa tête comme avec un ballon. Ceux qui assistèrent à ces séances purent dire qu'on ne voyait même plus les yeux de "Jean-Louis". Par exemple Jean Myard, Madame Myard et Henri Hecht. Ce dernier, israélite et résistant, n'appartenait pas au réseau, mais fut ramassé à la "Table du Roy" en essayant de fuir. Il finit par réussir à le faire, après avoir été blessé, depuis l'appartement du 7 rue de Villersexel où il avait été conduit avec "Jean-Louis".

"Jean-Louis" avait élaboré un plan qu'il devait appliquer en cas d'arrestation afin d'éviter, même sous la torture, de donner à la gestapo des renseignements susceptibles de faire arrêter des membres du réseau ou des autres réseaux avec lesquels il était en contact. Effectivement, jusqu'à ce moment, son arrestation n'en avait entraîné aucune autre, mais il fut très impressionné par la visite d'un Feldwebel allemand qui le menaça d'utiliser le penthotal pour le faire parler. Il chercha le moyen le plus efficace pour échapper à cette épreuve qu'aucune volonté humaine ne peut supporter. Le lendemain, lorsque les soldats vinrent le chercher, il préféra se jeter du haut de la citadelle de Pont-St-Esprit et, après un bond de 8 mètres, il se retrouva avec les deux chevilles éclatées qui devinrent aussitôt aussi grosses que ses cuisses. Il ne pouvait donc marcher mais fit tout de même semblant de se relever pour se faire abattre. Une rafale de mitraillette partit qui l'atteignit au bras. Il tenta alors d'agrandir sa plaie avec des silex pour perdre le maximum de sang mais ne mourut pas.

Les allemands le récupérèrent et l'interrogèrent à nouveau, prenant un malin plaisir à lui taper sur les chevilles.

Au cours de cette terrible séance, "Jean-Louis" sentit la conviction de ses tortionnaires s'envoler. L'un d'eux lui dit :

"Tu n'es pas fou, nous savons que tu ne voulais pas t'évader, car tu ne le pouvais pas, même étant très sportif. Ce n'était pas pensable ..."  
"alors, cela prouve que tu sais des choses que tu ne veux pas nous dire ..."

"Jean-Louis" saisit alors la conclusion trop logique de ce raisonnement pour prouver qu'à partir de prémices exactes, les déductions aboutissaient à une erreur.

Il reconnut qu'il savait pertinemment qu'il n'avait pas la moindre chance de s'évader, mais qu'il avait été poussé à commettre ce geste de désespoir non pas pour ne pas avoir à parler, mais, au contraire à cause du remords d'avoir parlé.

Les hommes qui menaient l'interrogatoire ne s'attendaient pas à une réponse de ce genre et, interloqués, ils se regardèrent dans les yeux. "Jean-Louis" venait de marquer un point énorme. Son but avait été atteint : personne n'avait été arrêté à la suite de sa capture et cela, malgré huit interrogatoires.

D'ailleurs, celui-ci fut le dernier qu'il ait eu à subir. Il fut informé de sa condamnation à mort le 25 juillet.

Entre temps, la vie du réseau devait continuer jusqu'à la libération du territoire qui marquerait la fin de la raison d'être du réseau "Maurice".

---



Il fallait insister sur l'arrestation de "Jean-Louis" pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce qu'elle est une date clef dans l'histoire du réseau "Maurice" comme dans celle du réseau "Ail".

A partir de cette arrestation, en effet, l'activité du réseau "Maurice" fut en déclin. Cela est dû, en partie, au fait que le Colonel Cavarrot avait perdu bon nombre de liaisons que seul son second connaissait, d'où des problèmes de transmission et de centralisation. Heureusement, de ce côté, l'arrestation de "Jean-Louis", qui aurait pu être catastrophique pour le réseau si elle avait eu lieu quelques mois auparavant, eut, en cette fin mai, des conséquences réduites.

En effet, la perte de certaines liaisons avec les filières de passages des Pyrénées ne présentait plus un aspect tragique, car le nombre des passages et des candidats désireux de gagner l'Afrique du Nord, se ralentissait au point d'être insignifiant à l'approche du débarquement. Il ne présentait plus aucun intérêt de gagner l'armée d'Afrique pour continuer le combat, alors que, moins d'une semaine après l'arrestation de "Jean-Louis", le débarquement avait lieu sur les plages de Normandie.

Par contre, dans le cadre du réseau "Ail", se posèrent quelques problèmes d'organisation ; la disparition de "Jean-Louis" entraîna une brève querelle de succession qui fut, cependant, rapidement réglée par la bonne volonté de chacun et le sens supérieur que tous avaient du devoir.

Après l'arrestation de "Jean-Louis", c'est-à-dire au mois de juin, les services de renseignements prirent encore plus d'importance avec l'imminence du débarquement sur le sol français. Aussi, les services du réseau "Ail" voulurent-ils à tout prix poursuivre leur activité. Le dernier document passé par "Jean-Louis" pour le compte de ce réseau - un plan de la presqu'île du Cotentin - montre le rôle essentiel de ce type d'activités.

C'est pourquoi Laigle et Rambaud firent l'impossible pour renouer le contact avec le Colonel Charaudeau qu'ils avaient perdu en même temps que "Jean-Louis".

Cela ne se fit pas sans problèmes car il était seul à connaître l'adresse du poste de commandement à "Alibi". Toujours est-il que, quelques jours après l'arrestation de "Jean-Louis", Laigle et Rambaud parvenaient à l'avant PC du Colonel Charaudeau à Pont de Dore.

A ce moment, Charaudeau, en mission était absent. Mais un rendez-vous fut pris sur une ligne de chemin de fer, loin de tout témoin éventuel.

Le Colonel Charaudeau, ignorant la manière dont les deux hommes avaient pu se procurer son adresse, était venu, par précaution, avec quelques hommes discrètement armés. Laigle et Rambaud étaient bien venus seuls. L'entrevue fut d'une grande brièveté.

D'abord, Charaudeau régla un petit problème de succession, chacun des deux arrivants désirant être le successeur de "Jean-Louis". L'affaire fut résolue en faisant de chacun le chef de son secteur, Laigle dans le Cotentin et Rambaud dans le Nord.

Après quoi, le Colonel Charaudeau leur indiqua à chacun une boîte à lettres où adresser les renseignements qu'ils allaient se procurer. Ensuite, chacun regagna le secteur qui lui était imparti et les renseignements continuèrent à arriver et à être transmis par le même système.

En second lieu, l'arrestation de "Jean-Louis" revêt une importance particulière par le témoignage humain de ce qu'elle a entraîné d'inhumain. Elle permet, par les souvenirs pénibles qu'elle engendre, de faire prendre conscience, selon le mot même de "Jean-Louis", de la "fragilité de l'héroïsme".

Cette leçon de modestie et de courage devait déjà, à elle seule, faire réfléchir quelque vingt cinq ans plus tard sur le rôle de la torture face à la civilisation.

C'est pour ces différentes raisons qu'il fallait insister sur l'arrestation de "Jean-Louis".

### Le Réseau face à la Libération

Les anciens groupes du Nord du réseau "Maurice" qui sont devenus réseau "Ail" ont vu, dans une certaine mesure, leur travail simplifié après le débarquement allié en Normandie. La transmission des renseignements se trouva, en effet, facilitée par la présence sur le sol même de la France des Anglais et des Américains. Ils furent désormais transmis directement aux Anglais ayant débarqué en France et, en particulier, au Major Thomas qui était le représentant de l'Intelligence Military Service.

A partir du débarquement, les conditions d'action furent changées : il fallut passer de la défensive à l'offensive. Cela changea, aussi, les mentalités et l'on put davantage compter sur l'appui d'une population qui, désormais, voulait participer plus ou moins activement à la chute de l'ennemi que l'on apercevait à présent comme prochaine.

L'essentiel des renseignements que devait transmettre "Ail" portait sur l'emplacement des V1 qui tenaient Londres sous leur feu, sur les fortifications allemandes de la Manche et de la presqu'île du Cotentin, les mouvements de troupes, les dépôts de munitions.

Au milieu de cette période troublée qui voyait le début de l'effondrement allemand, si les transmissions des renseignements furent simplifiées par la présence en France des Anglais, les liaisons entre les différents groupes de "Ail" furent laborieuses. Elles durent être réalisées soit en vélo, soit en auto-stop. Elles n'en furent pas moins efficaces pour autant.

C'est ainsi que des bombardements furent demandés, par exemple, sur l'instance de Scalabre, de l'équipe du Nord, qui voulait faire disparaître des wagons de munitions. Le bombardement fut exécuté mais détruisit, en même temps que l'objectif fixé, une partie des filatures du demandeur. Un autre agent, Bennezon, demanda que l'on bombarde le dépôt d'essence de Gennevilliers. L'agent en personne assista à ce bombardement.

A cette époque, avec l'aide d'un agent actif du réseau, le Colonel Cavarrot s'installa à Flée près de Poitiers.

Mais là encore, il faut voir les conséquences de l'arrestation de "Jean-Louis". Celle-ci correspondit certes avec la période de sursaut de l'armée allemande avant la chute ; pourtant, il n'en reste pas moins vrai que les difficultés rencontrées par "Maurice" et "Ail" sont, en grande partie, dues à la disparition de cet agent. "Jean-Louis" disparu, la plupart des membres du réseau ne savaient plus qui contacter.

Janine qui était chargée de la récupération du courrier dans les boîtes à lettres du réseau et qui, pour cette raison, rencontrait "Jean-Louis" chaque jour, retrouva Rambaud et Sauvan qui étaient dans son cas, ne sachant comment renouer le contact avec le chef du réseau. D'un commun accord, ils décidèrent de tenter de retrouver le Colonel Cavarrot qu'ils savaient à Poitiers.

C'est Janine qui fut envoyée à Poitiers. Elle savait qu'un frère du Colonel Cavarrot y était directeur des "Galeries de France". Elle était donc décidée à aller le voir

et à lui remettre un message pour le Colonel, message auquel il serait libre évidemment de donner suite ou non, dans la mesure où il penserait à un piège comme celui dans lequel était tombé "Jean-Louis" quelques jours avant.

Arrivée à huit heures du matin à Poitiers, Janine trouva la ville qui venait d'être bombardée le 13 juin et les "Galeries de France" n'étaient plus qu'un amas de pierres.

La piste de Cavarrot semblait définitivement perdue. En dernier recours, Janine se rendit à l'Eglise pour le cas où le curé connaîtrait le directeur des "Galeries" en tant que notabilité de la ville.

Dans l'église, il n'y avait qu'une personne au milieu de la nef, un pot de lait à la main : le colonel Cavarrot ... Il apportait le lait au curé.

Immédiatement, les contacts furent renoués et l'activité relancée.

Au lendemain de ce bombardement du 13 juin effectué sur Poitiers, non sur la demande du réseau, et qui fit 166 victimes, le Colonel Cavarrot, ayant eu connaissance de l'état d'esprit de la population, demanda en juillet l'exécution d'un second bombardement pour contrebalancer les effets du premier. Il demanda expressément que ce bombardement ait lieu en fin de journée, à basse altitude et en suivant le cours du Clain, afin d'atteindre plus sûrement l'objectif qui n'était autre que la caserne des Dunes occupée par les Allemands, et d'échapper à la riposte de la "DCA" allemande.

Le bombardement eut lieu le premier août, exactement dans les conditions demandées, et ne fit pas la moindre victime civile. Les casernes furent détruites et leurs occupants, affolés, se tirèrent les uns sur les autres.

A la libération, en présence du Colonel Charaudeau, le major britannique, Thomas, déclara au Colonel Cavarrot que cette demande de bombardement "était exprimée dans des termes tels et avec une exigence si ferme qu'il avait été impossible de ne pas l'exécuter dans les conditions prescrites".

Pour ce qui est des renseignements, une importance toute particulière fut attachée aux mouvements des trains.

Il faut dire que l'armée allemande avait "prélevé" une grande part du matériel de la SNCF à son profit, et que la part du trafic allemand, dans l'activité de la SNCF, n'avait cessé d'augmenter depuis 1940 où elle était déjà de 19 %.

Elle fut de 30 % en 1941

38 % en 1942

48 % en 1943

57 % en 1944

Par ailleurs l'armée allemande s'était appropriée :

20 % du parc de locomotives français

42 % des wagons de voyageurs

60 % des wagons de marchandises.

Ces quelques chiffres, recueillis grâce au travail de Monsieur Boudot dans un article de la "Revue d'Histoire de la Seconde Guerre Mondiale", permettent de mieux saisir l'intérêt que pouvaient porter alliés et français aux mouvements ferroviaires dont l'importance était si grande pour l'armée du Reich.

Le travail des réseaux de renseignement consistait donc à communiquer tous les mouvements de trains pour que la Résistance civile puisse, dès ce moment, quitter l'attentisme qu'on lui avait officiellement recommandé, afin, par des sabotages, de bloquer ou de retarder la retraite de l'ennemi.

Ce genre de renseignements permettait également aux alliés de savoir en quels points porter des renforts, en fonction de l'importance du trafic et du transport des troupes adverses en telle ou telle direction.

Il faut signaler qu'une partie non négligeable de ces renseignements fut fournie par des cheminots allemands anti-nazis que Rambaud avait rencontrés dans un petit café, près de la place de la Bastille, qui était leur lieu de rendez-vous habituel.

Rambaud, par l'intermédiaire de la propriétaire de ce café qui lui avait indiqué qui étaient ces hommes et quelles étaient leurs idées, réussit à les convaincre d'aider les alliés à chasser définitivement le spectre nazi qui couvrait l'Europe.



Ce spectre commençait à reculer au fur et à mesure de l'avance alliée. Le débarquement, qui eut lieu sur les côtes méditerranéennes, allait finir de l'abattre en même temps qu'il faisait recouvrer la Liberté à ceux que le nazisme avait jugé bon de mettre en prison. Si "le soleil des vivants n'échauffe plus les morts" il est pourtant assez fort pour faire revivre les prisonniers, les condamnés en sursis, les torturés.

Le 15 août la citadelle de Pont Saint-Esprit fut bombardée par les "forteresses volantes" et, en grande partie démolie. Sous l'explosion, "Jean-Louis", qui se trouvait alors allongé sur son grabat, fut jeté à terre.

Par l'effet des bombes qui faisaient trembler le sol, la porte de sa cellule quitta ses gonds : le chemin de la liberté s'ouvrait devant les détenus. Ils voulurent emmener "Jean-Louis" avec eux, mais il refusa, car ils se seraient tous fait reprendre avec lui et à cause de lui.

Tous les détenus s'enfuirent. Quant à "Jean-Louis" il se traîna dans la cour centrale de la prison.

Tandis qu'au milieu de cette cour il applaudissait les avions alliés qui bombardaient, deux soldats allemands coururent le chercher, lui disant :

- "tu es fou, tu vas te faire tuer"
- "mais, je suis condamné à mort"
- "ce n'est pas la même chose..."

Le soir, la citadelle étant démolie, les Allemands remirent en liberté tous les prisonniers qui n'avaient pu s'échapper ou qui n'étaient pas gravement compromis dans la Résistance. "Jean-Louis" et six ou sept autres prisonniers furent conduits à Avignon, à la prison Sainte-Anne.

... pendant ce temps, l'avance de l'armée de débarquement croissait sans cesse ...

Le général de l'armée allemande commandant la région avignonnaise était autrichien et n'était pas pronazi. Il fit son devoir d'officier, pas davantage. Il remit les prisonniers entre les mains des autorités préfectorales françaises avant d'obéir à l'ordre d'évacuation.

Lorsque l'armée de Libération pénétra dans Avignon, "Jean-Louis" avançait péniblement sur ses béquilles ; la gangrène avait déjà sérieusement atteint son pied droit.

L'un des premiers soldats qu'il rencontra fut l'un de ses jeunes frères, réfractaire au STO, qu'il avait fait passer en Espagne un an auparavant ...

Il est un fait d'une grande ignominie qu'il faut citer et qui se situe juste au moment de l'arrivée de l'armée de libération.

L'un des deux tortionnaires de "Jean-Louis", voyant qu'il ne pouvait plus espérer la victoire allemande, se précipita auprès des Alliés pour proposer ses services, en particulier pour ce qui est des renseignements, car, étant spécia-

liste de la torture, il avait pu ainsi recueillir des aveux de première importance.

Il fut aussitôt arrêté et incarcéré. "Jean-Louis", accompagné de son frère, alla le voir dans sa prison. Il ne dit pas un mot : mais son frère ne put s'empêcher de frapper ce traître, bourreau sadique, qui allait encore, par la suite, se distinguer par sa lâcheté : condamné à mort, il fut conduit en plein champ pour être fusillé. Il demanda à se confesser. Profitant de son relatif isolement, il tenta de prendre la fuite et dut être fusillé, ligoté ...

L'armée du Général de Lattre remontait la vallée du Rhône.

"Jean-Louis" et son jeune frère eurent la joie immense de se trouver dans la première voiture qui pénétra dans Pont Saint-Esprit où leurs parents, qui étaient sans nouvelle, les retrouvèrent.

L'avance des armées de libération se poursuivait sur les deux fronts. En même temps que l'armée du Général de Lattre remontait la vallée du Rhône, celle qui avait débarqué en juin sur les côtes de la Manche atteignait Paris.

L'arrivée du Général Leclec à Paris fut accompagnée du soulèvement d'une partie de la population groupée dans les sections de "FFI" ou de "FTP".

Il faut remarquer que là où il y a eu des officiers de l'armée pour organiser et diriger ces mouvements, il n'y a presque pas eu de gradés "FFI" ou "FTP", car ils se sont mis aux ordres des militaires.

L'exemple du Général Lizé, Chef du Groupe des "FFI" de la Seine, qui avait été aidé par le réseau "Maurice", est significatif à ce propos.

L'attitude de la Droite à Paris face à l'insurrection armée des Résistants est intéressante dans la mesure où l'on a pu classer le réseau "Maurice" sur la droite de l'échiquier politique.

Considérant les quartiers dans lesquels ont eu lieu les accrochages avec l'occupant, on s'aperçoit qu'il s'agit essentiellement des quartiers habités par les classes moyennes, quartier latin, Bastille, Nation, République.

Par contre, les quartiers résidentiels n'ont guère bougé. Jusqu'à la fin des combats, une partie de la "Bourgeoisie" conservatrice a préféré rester attentiste.

Toutefois, l'objectivité nous oblige à reconnaître que le fait que les combats aient eu lieu dans les quartiers traditionnellement occupés par les classes moyennes n'implique pas obligatoirement que la Droite n'y ait pas participé. La seule conclusion logique que l'on puisse en tirer, c'est que sa participation à la Libération au niveau des combats de rue a été moins importante que dans les couches populaires.

Il faut reconnaître que, devant ce soulèvement, la Droite a craint que les Communistes ne profitent de cet état insurrectionnel pour s'emparer du pouvoir, but qu'évidemment elle ne partageait pas.

Dans le "Paris de la Libération", ce furent le Colonel Cavarrot et Janine qui passèrent quelques uns des derniers renseignements fournis par le réseau "Maurice".

Pris dans une fusillade, ils virent un SS s'approcher d'un homme qui venait de tomber à côté d'eux et l'achever au revolver. Ce même SS s'approcha ensuite du Colonel Cavarrot qui, pour la Libération, avait arboré son ruban rouge d'officier de la Légion d'Honneur, et lui demanda en montrant cet insigne : "Officier" ? Après un salut, sans attendre davantage, le SS repartit. Janine et le Colonel Cavarrot venaient de supporter une de leurs dernières grandes peurs de cette guerre : ils étaient porteurs de documents sur l'emplacement des V1 ...

Dès lors, le réseau mena à terme les activités qui étaient en cours, mais cessa de fonctionner à peu près au moment de la fin de la Libération de Paris. L'évacuation de passagers vers l'Espagne ne présentait plus le moindre intérêt et les renseignements n'étaient plus désormais à transmettre à Londres.

Le territoire national libéré, le Colonel put alors s'occuper de la liquidation du réseau. Il fallait renouer le contact avec tous les agents du réseau et tenter d'obtenir des nouvelles de ceux qui avaient été arrêtés ou déportés.

## CONCLUSION

---

- Bilan général des activités du réseau
  
- Liquidation du réseau.
  
- La Catalogne dans la victoire.

## CONCLUSION

---

### Bilan des activités du Réseau

---

Après dix huit mois de combat, au moment de la Libération, un bilan général des activités du réseau restait à dresser.

D'abord, il fallait considérer dans quelle mesure l'une des activités essentielles du réseau, à savoir les passages vers l'Afrique du Nord, avait été positive.

Au total, du mois de mars 1943 à la Libération, il est passé par l'ensemble des pistes du réseau 329 passagers, officiers, sous-officiers, spécialistes de l'armée et de l'armement, etc ... dont 309 avec succès.

En outre, il est passé environ 350 aviateurs alliés dont une cinquantaine par les pistes des Pyrénées Orientales et à peu près 300 par les pistes de l'Ariège.

Il est à noter, également, qu'un nombre important d'aviateurs alliés a pu franchir les Pyrénées par les filières catalanes, mais en dehors des activités proprement dites du réseau "Maurice". Ce nombre se situerait aux alentours de 500.

Bien sûr, on peut estimer que le passage de 700 personnes en dix huit mois ne représente pas une performance et que les activités du réseau ont été sans grands effets. Mais ce serait commettre là une erreur de jugement car il faut évidemment se rendre compte, d'abord, de la situa-

tion dans laquelle ont eu lieu ces passages et ensuite de la qualité du personnel qui devait gagner la "dissidence".

Il s'agissait, nous l'avons dit, de cadres, de techniciens et de militaires spécialisés qui, chacun, étaient appelés à assumer des fonctions de direction, plus que d'exécution au niveau le plus bas.

Les Forces Françaises Libres n'avaient, en effet, pas tellement besoin de faire venir de France de simples soldats qu'elles trouvaient aussi courageux sur le sol de l'Afrique du Nord ou dans l'Empire. Le problème de l'encadrement des troupes et de l'entretien du matériel était, de loin, le plus préoccupant.

Quant aux aviateurs et parachutistes, leur passage présentait un intérêt certain, car ce sont là des catégories de soldats assez longs à former avant qu'ils ne puissent être opérationnels.

Le fait de recevoir des hommes dont on n'avait pas à assurer la formation militaire et qui, en outre, pouvaient servir d'instructeurs et former de nouvelles recrues, présentait un intérêt aisément compréhensible dans le cadre d'une armée à forte proportion de volontaires souvent inexpérimentés.

Ainsi, on comprend mieux l'importance militaire que pouvaient représenter ces quelque 700 passagers. De plus, à l'intérêt militaire, s'ajoute l'effet produit sur le moral des Résistants par la propagande, car chaque



nouvelle de passage réussi soutenait et confirmait dans leur conviction ceux qui avaient choisi de livrer ce combat de la clandestinité, et prouvait que l'extraordinaire dispositif de guerre allemand n'était pas sans failles.

Par ailleurs, il faut signaler, pour montrer l'efficacité et la sécurité des filières de passage du réseau "Maurice", que le pourcentage de réussite dans les tentatives de passage des Pyrénées est de loin supérieur à la moyenne des autres réseaux ou filières civiles. Henri Michel estime qu'il y avait environ 50 % de réussite dans les passages, alors que le réseau "Maurice", comme on l'a vu, n'a connu que vingt échecs sur 339 tentatives, ce qui se passe de commentaires.

Après le bilan des passages, celui des finances du réseau reste à établir.

On sait que les fonds provenaient intégralement des ressources du C.D.M. Entre le 1er février 1943 et le 9 juin 1944, il faut compter à l'actif du réseau un total de 16.503.700 Francs qui ont permis de mener à bien l'ensemble de ses activités. Les comptes arrêtés ont été remis au Général Mollard à son retour de captivité ; après la Libération, un excédent de un million a été reversé par le Colonel Cavarrot au trésorier de "DGER" (ancien BCRA), versement effectué le 10 février 1945 au titre de la liquidation du réseau "Maurice".

.../...

Tout au long de l'activité du réseau, aucun emprunt n'a été contracté; au contraire, une somme de 362.000 francs a été versée pour la liquidation du groupe "Maurice V" de Mauricheau - Beaupré dit "Jourdan", lors de son passage, le 1er mai 1944, au réseau "Samson".

D'autre part, une somme de 100.000 francs a été versée en septembre 1943 à Bruel dit "Fourcade" au cours d'une de ses missions en France, où il était envoyé par le Colonel Malaise, cette somme devant, en principe, être remboursée. En fait, le remboursement d'aucune de ces sommes n'a été demandé.

Ainsi, l'équilibre budgétaire était plus que parfaitement réalisé grâce à une gestion sûre des chefs du réseau et aux fonds potentiels importants du C.D.M.

Pourtant la liquidation du réseau posa bien des problèmes.

D'abord, il a fallu constituer une liste des agents permanents, semi-permanents et occasionnels du réseau, classés sous les appellations  $P_2$ ,  $P_1$ ,  $P_0$ ; puis situer, dans les Forces Françaises de l'Intérieur ou dans les Forces Françaises Combattantes. Il s'agissait donc de dresser un bilan humain du réseau.

.../...

Initialement, le réseau fut rattaché aux "FFI" à cause de ses attaches premières avec l'"Organisation de la Résistance de l'Armée". Finalement, le réseau fut intégré dans les "FFC". Le classement des 316 agents du réseau fut établi comme suit :

|   |
|---|
| 39 P <sub>2</sub>                                     |
| 179 P <sub>1</sub>                                    |
| 98 P <sub>0</sub>                                     |
| <hr style="width: 100%; border: 0.5px solid black;"/> |
| 316   |

Trente et un des agents des catégories P<sub>1</sub> et P<sub>0</sub> ont été assimilés à la catégorie P<sub>2</sub> du fait de leur déportation.

Nous avons vu que cette classification des agents correspondait à différents grades d'officiers et permettait, pendant la guerre, de vivre sans autre occupation que celle de servir le réseau. Les agents touchaient la solde correspondant au grade qu'ils occupaient.

Après la guerre, ces grades furent maintenus et la solde servit, en quelque sorte, de dédommagement pour ceux qui avaient connu les affres de la déportation et de la torture ou de récompense pour ceux qui eurent la chance de n'être pas blessés physiquement au cours de ce combat pour la Liberté.

Sur le total des 316 agents du réseau,  
 61 ont été arrêtés (dont 33 déportés)  
 11 sont morts (fusillés ou en déportation)  
 4 sont de grands blessés.

ETAT NUMERIQUE des PERTES et ARRESTATIONS

du Réseau " M A U R I C E " au cours de son activité du

1er Février 1943 à la Libération.

(Renseignements et Passages en Espagne)

établi par le Lieutenant Colonel CAVARROT

Le 25 juillet 1945

EFFECTIF TOTAL : 306

|          |           |            |           |   |
|----------|-----------|------------|-----------|---|
| Fusillés | Morts     | Disparus   | Déportés  | Personnels arrêtés n'ayant pas quitté la France |
| en       | en        | à la date  | en        |   |
| France   | Allemagne | de ce jour | Allemagne | Libérés   |
|          |           |            | et        | échangés  |
|          |           |            | Rapatriés | au cours des                                    |
|          |           |            |           | Combats de                                      |
|          |           |            |           | de la   |
|          |           |            |           | PARIS   |
|          |           |            |           | Libération                                      |
| (I)      | (II)      | (III)      | (IV)      | (V)   |
|          |           |            |           | (VI)  |
|          |           |            |           | (VII)   |
|          |           |            |           | (VIII)  |
|          |           |            |           | (IX)  |
| 3 (a)    | 6         | 3          | 24        | 4 (b)   |
|          |           |            |           | 3 (c)   |
|          |           |            |           | 3   |
|          |           |            |           | 4   |
|          |           |            |           | 2   |

Observations : a) dont deux : CARTELET et BLANC appartenaient également au Réseau "ALLIANCE"  
 b) dont deux grands blessés.  
 c) condamnés à mort - échangés sur intervention du Consul de Suède.

A - le total des colonnes I - II et III donne 12 - les pertes sont donc de 12/306 c'est-à-dire de 4/100 ou de 1 pour 25.

B - le total des colonnes I - II - III - IV et V donne 40 - les mises hors d'activité pendant un temps long sont de 40/306 c'est-à-dire de 13/100 ou de 1 pour 100.

C - le total des 9 colonnes donne 52 - la proportion des arrêtés est donc de 52/306 c'est-à-dire de 17/100 ou de 1 pour 6.

NOTA - Il faut signaler qu'aucune arrestation d'agent du réseau n'a entraîné d'autres arrestations:

Tel fut le prix, à l'échelle humaine du réseau, de cette guerre d'un nouveau genre.

Sur le plan idéologique et politique, le réseau "Maurice" est d'une étude intéressante à plusieurs titres.

C'est, nous l'avons vu, par sa composition et ses options, un réseau de Droite, "Gaulliste", et présentant cette particularité d'être un réseau militaire, particularité qui peut, dans une certaine mesure, expliquer les deux autres options.

Nous ne reviendrons pas sur les chemins qui menèrent le réseau au Gaullisme, chemins qui, pour certains, en particulier des militaires, passa par le Giraudisme.

Il faut seulement rappeler que ce type de Gaullisme n'était pas une adhésion à une politique et surtout pas à une politique de l'après-guerre. Il était l'adhésion, non pas à un homme, mais à un "porte-drapeau" représentant les vertus traditionnelles de la France et qui cherchait à les rétablir dans l'adversité.

Ce Gaullisme était la cristallisation sur un représentant digne de la France, d'un idéal d'Honneur et de Liberté qui devait reflourir sur le sol national. C'est en ce sens que le réseau "Maurice" a pu se dire "Gaulliste".

Quant à la politique de l'après-guerre, ce n'était pas là l'affaire des militaires et le réseau ne s'en préoccupa aucunement.

CONCLUSION :

Comme le Général Noetinger, le réseau a toujours aidé tous ceux, quels qu'ils soient, que les occupants recherchaient. Il a toujours lutté pour aider les hommes de toute origine et de toute nationalité qui avaient choisi de participer, à l'échelle de leurs moyens, à cette lutte terrible menée par les alliés contre les nazis. Dans ce combat commun naquirent des amitiés que ne purent altérer d'éventuelles divergences d'opinions personnelles ; ainsi le réseau mit en pratique la formule dont Jean-Louis fit la devise des "Amitiés de la Résistance" : "On se souvient de ce qui nous a unis, on oublie "ce qui nous divise".

TABLE DES MATIERES

---

Introduction.

=====

I/ - Antécédents et genèse du réseau jusqu'en février 1943.

A/ L'Armée d'Armistice passe de la Résistance légale à la dissidence.

-----

- 1° Invasion de la Zone Sud : Pétain ne représente plus rien.
- 2° Le problème de la fidélité dans l'armée : début de l'opposition Giraud - de Gaulle.
- 3° Unanimité contre la collaboration.
- 4° La circulaire Laval encourageant la délation entre Français : premiers graves problèmes pour le service chargé du "Camouflage du Matériel".
- 5° Une solution : le réseau "CDM" du Général Mollard crée, avec le Colonel Cavarrot, le réseau "Maurice".

B/ La création du réseau.

-----

- 1° création du réseau "en accord avec la résistance de l'armée et l'armée d'Afrique, pour renseignements et évaison".
- 2° "Maurice" est un réseau militaire, chargé de faire passer en Afrique du Nord les hommes qui ne peuvent plus demeurer en France et les techniciens et cadres nécessaires à l'Armée d'Afrique.

II/ - Le réseau jusqu'en septembre 1943 : premières réussites, premières épreuves.

A/ Le rôle de la Catalogne dans l'histoire du réseau.

- 1° Les filières de passage.
- 2° La Catalogne aux côtés de la France.
- 3° Les passeurs Catalans.
- 4° Les maquis Catalans.
- 5° Les idées politiques des Catalans : anarchie et Gaullisme.

B/ La mission Noetinger en Espagne.

- 1° but de la mission : faciliter les passages vers l'Afrique du Nord en évitant les prisons espagnoles. Contacts avec les services français résistants de Madrid et de Barcelone ainsi qu'avec les consulats anglais et américains.
- 2° Pourquoi avoir choisi le Colonel Noetinger ?
  - ses opinions politiques.
  - son action depuis 1940 : résistance civile et militaire

C/ L'activité du réseau jusqu'à l'automne 1943.

- 1° problèmes d'organisation.
  - faux papiers.
  - recherche des complicités
  - les civils dans le réseau.
- 2° extension des activités du réseau : les renseignements s'ajoutent aux activités de passage.
  - à qui passer les renseignements : Londres ou Alger ?
  - divergence de Gaulle - Giraud aplanie par le sens militaire.
  - problèmes pour mener de front renseignement et recrutement.
- 3° le franchissement des Pyrénées.
  - les courriers, les évasions : rythmes de passages.
  - conditions de passages.



## 4° amélioration des filières de passages.

- mission Fourcade en Espagne.
- nouvelles pistes dans l'Ariège.

## 5° l'augmentation du trafic sur les pistes va de pair avec l'augmentation des risques.

- quelques arrestations : trahison d'un faux passeur.

## 6° Bilan des activités jusqu'en juillet 1943.

- le climat "été 43" : changement dans l'opinion publique.
- les militaires et la politique :
  - ° le Giraudisme contre le mythe Pétainiste.
  - ° nuances et contradictions du Giraudisme dans le cadre du réseau.
- bilan des passages.

## 7° les rapports Franco - Catalans : mission Thoby à Alger.

- les propositions politiques des Catalans.
- la réponse d'Alger.

## 8° Projet de mission pour un représentant du réseau à Alger : mission Montel.

## 9° Capture du Général Mollard, fondateur du réseau.

- circonstances
- conséquences.

III/ - Le Réseau "Maurice" sans "Maurice".

- la succession : Cavarrot et "Jean-Louis".
- unification idéologique : disparition du Giraudisme.

## 1° organisation du réseau "Maurice"

- commentaire de l'organigramme : évocation et renseignement.
- financement.

## 2° Mission "Montel"

- représentation à Alger des intérêts du réseau.
- toujours améliorer les filières.
- prolongements du problème catalan.

### 3° Problèmes posés par l'extension du réseau.

- urgence du recrutement des techniciens.
- déplacement du P.C.
- transmission des renseignements : création de "Ail" et la rivalité des services de renseignements anglais et français de Londres.

### 4° Arrestation de "Jean-Louis" et ses conséquences.

- perte des liaisons entre les groupes.
- les groupes de "Maurice" à la recherche de leur chef.
- orientation délibérée vers le renseignement.

### 5° Le réseau face à la "Libération"

- disparition des activités de passages.
- encore des renseignements essentiels.
- attitude face au soulèvement populaire.

### Conclusion.

- Bilan général des activités du réseau.
- Liquidation du réseau.
- La Catalogne dans la victoire.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### I - Ouvrages Généraux

- R. Rémond : "La Droite en France"  
Paris 1968
- A. Philipp : "Les Socialistes"  
Paris 1969
- R. Andrieu : "Les Communistes et la Révolution"  
Paris 1968
- A. Latreille : "Histoire de la 2ème Guerre Mondiale"  
Paris 1966
- J.R. Tournoux : "Pétain et de Gaulle"  
Paris 1964
- Ch. de Gaulle : "Mémoires de Guerre"  
t1 Paris 1954  
t2 " 1956  
t3 " 1959
- H. Michel : "Histoire de la Résistance en France"  
"Que sais-je" n° 429
- H. Noguères, M. Degliane-Fouché, J.L. Vigier :  
"Histoire de la Résistance en France"  
t1 Paris 1967  
t2 " 1969
- H. Michel : "Courants de pensée de la Résistance"  
Paris P.U.F. 1962
- H. Michel et B. Mirkine Guetzévitch :  
"Idées politiques et sociales de la  
Résistance"  
Paris P.U.F. 1954

### II - "Revue d'Histoire de la 2ème Guerre Mondiale"

---

- janvier 1958  
Cne Cluseau : "Arrestation du 2ème Bureau Français"
- avril 1958  
G. Tillion : "Première résistance en zone occupée"  
- Juillet 1959
- H. Michel : "Le Giraudisme"  
- avril 1964
- F. Boudot : "Aspects économiques de l'occupation  
allemande".

### III - Archives et Documents du Réseau

- bulletin d'information de l'amicale des réseaux "Alibi, CDM et Maurice"

n° 74 mars 1969  
73 janvier 1969

- Liste nominative et activités des agents des réseaux "Maurice" et "Ail".

#### Documents personnels du Colonel Cavarrot, chef du réseau.

- documents manuscrits et dactylographiés retraçant l'évolution événementielle du réseau "Maurice" de sa création à la Libération.
- organigramme du réseau
- documents sur l'"affaire Catalane"
- doubles de documents officiels du Gouvernement de Vichy
- liste des passages passés par l'Espagne pour rejoindre l'Afrique du Nord et incidents de frontière.
- quelques messages :
  - " Jacques à Humbert" (Général Mollard à Montel puis Colonel Cavarrot)
  - "Edouard à Maurice" (Thoby à Général Mollard puis Cavarrot)
  - "Jacques à Auguste" (Cavarrot à représentant d'Alger en Espagne)
  - "Dubourg à Giraud" (Mollard à Giraud)
- mission Fourcade (manuscrite)
- anecdotes rédigées par "Jean-Louis"
- réponses aux questions sur les activités du réseau destinées à la Commission d'Homologation des réseaux.
- tableau général des pertes et arrestations.

- revue de Presse du 4 octobre 1943 au 25 janvier 1944.
- rapports de la Commission d'Armistice.
- rapports hebdomadaires des Renseignements Généraux de la région de Toulouse à ceux de Vichy.
  
- Témoignages écrits et oraux
  - du Colonel Cavarrot, chef du réseau
  - de "Jean-Louis" adjoint du Colonel Cavarrot
  - de "Manolo", chef de "Maurice I" et du groupe des Volontaires Catalans
  - de René Sébille, correspondant du réseau à Vichy
  - du Colonel Charaudeau, chef du réseau "Alibi"
  - de passeurs et maquisards catalans
  - de Mme Janine Bourguine, chargée du "Service des boîtes à lettres" du réseau.
  - de Mme la Générale Richard, agent de liaison
  - de Jean Myard et Henri Hecht au sujet de l'arrestation de "Jean-Louis"
  - de René Marty, secrétaire de la mairie de Pia (PO)
  - de M. Noetinger, fils du Colonel Noetinger

ABREVIATIONS EMPLOYEES DANS LE TEXTE

|          |  |
|----------|--|
| B.C.R.A. | : Bureau Central de Renseignement et d'Action                                |
| C.D.M.   | : Camouflage du Matériel   |
| C.F.L.N. | : Comité Français de Libération Nationale                                    |
| C.N.R.   | : Conseil National de la Résistance  |
| D.C.A.   | : Défense contre Avions  |
| D.G.E.R. | : (ancien B.C.R.A.) Direction Générale des Etudes<br>et Recherches           |
| F.F.C.   | : Forces Françaises Combattantes   |
| F.F.I.   | : Forces Françaises de l'Intérieur   |
| F.F.L.   | : Forces Françaises Libres   |
| F.T.P.   | : Francs Tireurs Partisans   |
| M.I.R.   | : Military Intelligence Research<br>également désigné par :                  |
| I.M.S.   | : Intelligence Military Service  |
| O.R.A.   | : Organisation de la Résistance de l'Armée                                   |
| P.C.     | : Poste de Commandement ou Particommuniste<br>(Voir les deux suivant le cas) |